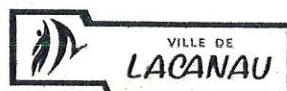


CONVENTION TERRITORIALE GLOBALE



**MEDOC
ATLANTIQUE**
Communauté de Communes
De l'estuaire à l'océan



La présente Convention Territoriale Globale est conclue entre :

- La Caisse des Allocations familiales de la Gironde représentée par a Directrice, Mme Christine Mansiet et par la présidente de son conseil d'administration, Mme Gaillard-Bienfait dûment autorisées à signer la présente convention ;

Ci-après dénommée « la Caf » ;

Et

- La Communauté de communes Médoc Atlantique, représentée par son Président M. Xavier PINTAT, dûment autorisé à signer la présente convention par délibération de l'assemblée délibérante ;

Et

- Les communes de
 - Carcans, représentée par son Maire, M. Patrick MEIFFREN
 - Grayan-et-l'Hôpital, représentée par sa Maire, Mme Florence LEGRAND
 - Hourtin, représentée par son Maire, M. Jean-Marc SIGNORET
 - Jau-Dignac-et-Loirac, représentée par son Maire, M. Christian BOURA
 - Lacanau, représentée par son Maire, M. Laurent PEYRONDET
 - Le Verdon-Sur-Mer, représentée par son Maire, M. Jacques BIDALLUN
 - Naujac-Sur-Mer, représentée par son Maire, M. Yves BARREAU
 - Queyrac, représentée par sa Maire, Mme Véronique CHAMBAUD
 - Saint-Vivien-De-Médoc, représentée par son Maire, M. Jean-Pierre DUBERNET
 - Soulac-Sur-Mer, représentée par son Maire, M. Xavier PINTAT
 - Talais, représentée par son Maire, M. Franck LAPORTE
 - Valeyrac, représentée par son Maire, M. Jean-Louis BRETON
 - Vendays-Montalivet, représentée par son Maire, M. Pierre BOURNEL
 - Vensac représentée par son Maire, M. Jean-Luc PIQUEMAL

Tous dûment autorisés à signer la présente convention par délibération de l'assemblée délibérante.

Il est convenu et arrêté ce qui suit :

Vu les articles L.263-1, L.223-1 et L.227-1 à 3 du Code de la sécurité sociale ;

Vu le Code de l'action sociale et des familles ;

Vu le Code général des collectivités territoriales ;

Vu l'arrêté du 3 octobre 2001 relatif à l'Action sociale des Caisses d'allocations familiales (Caf) ;

Vu la Convention d'objectifs et de gestion (Cog) arrêtée entre l'Etat et la Caisse nationale des allocations familiales (Cnaf) ;

Vu la délibération du conseil d'administration de la Caf de la Gironde en date du 06 juillet 2020 concernant la stratégie de déploiement des Ctg ;

PREAMBULE

Les Caf sont nées de la volonté d'apporter une aide à toutes les familles, dans leur diversité. Qu'il prenne la forme de prestations monétaires ou d'aides permettant de développer des services, l'investissement des Caf témoigne d'un engagement de la collectivité, dans une visée universelle, pour accompagner le développement de chaque personne, dès sa naissance, par une présence et un soutien dans son parcours de vie, accentuant, s'il le faut, son aide lorsque la famille est dans la difficulté.

La branche Famille est ainsi présente auprès de chacun tout au long de la vie, auprès de chaque parent, femme ou homme, en fonction de sa situation, en équité : conciliation vie familiale/vie professionnelle, accueil des enfants et des jeunes, lutte contre la pauvreté sont les domaines prioritaires de l'intervention des Caf, qui prend la forme d'une offre globale de service.

Dédiée initialement à la famille, la Branche s'est vu progressivement confier des missions pour le compte de l'Etat et des départements, qui représentent une part importante de son activité.

Les quatre missions emblématiques de la branche Famille sont fondatrices de son cœur de métier :

- Aider les familles à concilier vie familiale, vie professionnelle et vie sociale ;
- Faciliter la relation parentale, favoriser le développement de l'enfant et soutenir les jeunes ;
- Créer les conditions favorables à l'autonomie, à l'insertion sociale et professionnelle ;
- Accompagner les familles pour améliorer leur cadre de vie et leurs conditions de logement.

Pour accompagner le développement de celles-ci, les Caf collaborent depuis l'origine avec leurs partenaires de terrain, au premier rang desquels les collectivités locales. Les communes et leur regroupement sont en effet particulièrement investies dans le champ des politiques familiales et sociales, au titre de leur clause de compétence générale leur permettant de répondre aux besoins du quotidien des citoyens.

Les territoires se caractérisent par une grande diversité de situations d'habitants, et par de nombreuses évolutions qui modifient profondément la vie des familles. Leurs attentes évoluent, et la réponse à celles-ci passent par la volonté des acteurs locaux. A ce titre, la Caf entend poursuivre son soutien aux collectivités locales qui s'engagent dans un projet de territoire qui leur est destiné.

Dans ce cadre, la Convention territoriale globale (Ctg) est une démarche stratégique partenariale qui a pour objectif d'élaborer le projet social de territoire pour le maintien et le développement des services aux familles, et la mise en place de toute action favorable aux allocataires dans leur ensemble. Elle s'appuie sur un diagnostic partagé avec les partenaires concernés pour définir les priorités et les moyens dans le cadre d'un plan d'actions adapté.

Véritable démarche d'investissement social et territorial, la Ctg favorise ainsi le développement et l'adaptation des équipements et services aux familles, l'accès aux droits et l'optimisation des interventions des différents acteurs.

La Ctg peut couvrir, en fonction des résultats du diagnostic, les domaines d'intervention suivants : petite enfance, enfance, jeunesse, parentalité, accès aux droits et aux services, inclusion numérique, animation de la vie sociale, logement, handicap, accompagnement social.

Elle s'appuie sur les documents de diagnostic et de programmation que constituent les différents schémas départementaux : schéma départemental des services aux familles, schéma départemental de l'animation de la vie sociale, stratégie de lutte contre la pauvreté...

En mutualisant la connaissance des besoins des allocataires et de leur situation, les analyses partagées à l'échelon départemental permettent de situer le territoire de la façon suivante : Cf annexe 1 Portrait social du territoire, et diagnostic partagé qui sera ajouté par avenant en 2023. Un cabinet a été mandaté pour accompagner le territoire dans la réalisation du diagnostic.

C'est pourquoi, dans la perspective d'intervenir en cohérence avec les orientations générales déclinées dans le présent préambule, au plus près des besoins du territoire, la Caf de Gironde et la Communauté de communes Médoc Atlantique souhaitent conclure une Convention territoriale globale (Ctg) pour renforcer leurs actions sur les champs d'intervention partagés.

ARTICLE 1 – OBJET DE LA CONVENTION TERRITORIALE GLOBALE

La présente convention vise à définir le projet stratégique global de la Communauté de communes et des communes signataires, en matière de politiques familiales, ainsi que les modalités de mise en œuvre de celles-ci. Elle est constituée de deux parties :

- La première, établie sur la base du portrait social de territoire de la CAF, porte sur les objectifs généraux que le territoire se propose d'atteindre.
- La seconde, intégrée par avenant quelques mois plus tard, est un plan d'action établi au regard d'un diagnostic approfondi. Celui-ci précise pour chaque action les modalités de mise en œuvre, les échéances, les acteurs sollicités, les modalités de pilotage, les résultats attendus et les indicateurs d'évaluation.

Ces deux parties forment la CTG et permettent :

- D'identifier les besoins prioritaires des familles sur le territoire (annexe 1) ;
- De définir les champs d'interventions à privilégier au regard de l'écart offre/besoin
- De définir les thématiques sur lesquelles engager des actions ;
- De pérenniser et optimiser l'offre de service existante par une mobilisation des cofinancements (annexe 2)
- De développer de nouvelles actions afin de répondre aux besoins identifiés par le diagnostic (annexe 3).

Compte-tenu de la situation sanitaire traversée par le pays depuis 2020, l'élaboration d'une CTG entre le territoire et la CAF a été retardé. A titre dérogatoire, celle-ci portera à minima sur le maintien de l'offre de services existants, puis sur la méthodologie de travail de constitution d'un plan d'action CTG (annexe 4 bis) au plus tard sur la première année de signature de la CTG.

ARTICLE 2 – LE CADRE D'INTERVENTIONS DE LA CAF :

Les interventions de la Caf, en matière d'optimisation de l'existant et de développement d'offres nouvelles, sur le territoire de la Communauté de communes Médoc Atlantique et des communes qui la composent concernent :

- Aider les familles à concilier vie familiale, vie professionnelle et vie sociale ;
- Faciliter la relation parentale, favoriser le développement de l'enfant et soutenir les jeunes ;
- Créer les conditions favorables à l'autonomie, à l'insertion sociale et professionnelle ;

- Accompagner les familles pour améliorer leur cadre de vie et leurs conditions de logement

ARTICLE 3 - LE CADRE D'INTERVENTION DE LA COMMUNAUTE DE COMMUNES ET DE SES COMMUNES SIGNATAIRES

3-1 Le cadre d'intervention de la communauté de communes

Les Communes membres de la CdC Médoc Atlantique ont transféré à cette dernière la compétence « Action sociale d'intérêt communautaire » portant sur «

- La création du service « lieu d'Accueil Enfant Parent (LAEP) couvrant l'ensemble du territoire intercommunal,
- La création du service « Relais petite enfance » couvrant l'ensemble du territoire intercommunal,
- La création et le fonctionnement d'un service de coordination des actions définies dans le cadre de la Convention Territoriale Globale, mutualisée avec les communes du territoire ;
- L'assistance financière, technique et administrative de toutes les communes pour le montage des projets et dossiers dans le cadre de la convention territoriale globale. »

3-2 Le cadre d'intervention des communes signataires

Les compétences d'intervention des communes sont fixées par la loi (loi du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République (NOTRe) et se traduisent par des actions listées dans l'annexe 2.

ARTICLE 4 – LES OBJECTIFS PARTAGES

Les champs d'intervention partagés par les signataires sont les suivants :

- Aider les familles à concilier vie familiale, vie professionnelle et vie sociale
 - ⇒ Poursuivre la structuration d'une offre diversifiée de modes d'accueil des jeunes enfants ;
 - ⇒ Rechercher un équilibre de l'offre d'accueil des enfants sur l'ensemble du territoire.
- Faciliter la relation parentale, favoriser le développement de l'enfant et soutenir les jeunes ;
 - ⇒ Poursuivre le déploiement d'actions d'accompagnement des parents dans leur rôle ;
 - ⇒ Maintenir les actions d'accompagnement des assistantes maternelles ;
 - ⇒ Favoriser l'accès à l'information des familles à la recherche de modes d'accueil ;
 - ⇒ Faciliter la prise d'autonomie des jeunes
- Créer les conditions favorables à l'autonomie, à l'insertion sociale et professionnelle ;
 - ⇒ Favoriser les liens entre les acteurs intervenant sur l'accompagnement des publics ayant des besoins spécifiques, dont les jeunes
 - ⇒ Renforcer l'accès à l'information (accès aux droits)
- Accompagner les familles pour améliorer leur cadre de vie et leurs conditions de logement
 - ⇒ Favoriser un accompagnement global des familles sur les questions de l'habitat
 - ⇒ Encourager le travail partenarial et inter institutionnel contre l'habitat indigne et l'indécence
 - ⇒ Faciliter l'accès de tous au logement et répondre aux besoins diversifiés et spécifiques de logement en tenant compte des enjeux environnementaux

ARTICLE 5 - ENGAGEMENTS DES PARTENAIRES

La Caf de la Gironde, la Communauté de communes Médoc Atlantique et les communes signataires s'engagent à mettre en œuvre les moyens nécessaires pour atteindre les objectifs qu'ils se sont assignés suite au diagnostic partagé qui sera consolidé au premier trimestre 2023. Le plan d'action sera décliné par un avenant durant le deuxième trimestre 2023.

La présente convention est conclue dans le cadre des orientations de la Convention d'objectifs et de gestion signée entre l'Etat et la Cnaf. Elle est mise en œuvre dans le respect des dispositifs et des outils relevant des compétences propres de chacune des parties, lesquelles restent libres de s'engager avec leurs partenaires habituels ou d'engager toute action ou toute intervention qu'elles jugeront nécessaire et utile.

La CTG matérialise également l'engagement conjoint de la Caf et des collectivités à poursuivre leur appui financier aux services aux familles du territoire.

La CTG matérialise l'engagement des partenaires à poursuivre le développement de leurs politiques en direction des familles dans le cadre de la CTG, et notamment de :

- Participer aux instances de gouvernance dédiées ;
- Prendre part à la diffusion de l'information et assurer la promotion de la démarche Ctg ;
- Apporter une expertise et associer le plus grand nombre ;
- Contribuer et soutenir les actions attendues dans le cadre du plan d'action ;
- Contribuer au suivi et à l'évaluation de la Ctg ;

La CTG matérialise également l'engagement conjoint des signataires à la poursuite de leur appui financier aux services dédiés aux familles du territoire.

Ainsi, à l'issue des Contrats enfance et jeunesse passés avec les collectivités signataires, la Caf s'engage à conserver le montant des financements bonifiés de N-1¹ à ce titre et à les répartir directement entre les structures du territoire soutenues par la collectivité locale compétente, sous la forme de « bonus territoire CTG ».

De leur côté, les collectivités s'engagent à poursuivre leur soutien financier en ajustant en conséquence la répartition de leur contribution pour les équipements et services existants (listes en Annexe 2) dès 2022. Cet engagement pourra évoluer en fonction de l'évolution des compétences détenues.

Dans la mesure, où les partenaires, compte tenu de la situation sanitaire particulière traversée par notre pays, n'ont pu définir conjointement un plan d'actions ambitieux et adapté aux problématiques du territoire, la Caf et les collectivités s'engagent sur un accord de méthode de travail pour y parvenir, énoncée en annexe 4 bis. La mise en œuvre de cette méthode sera réalisée au plus tard dans la 1^{er} année de signature de la présente convention.

ARTICLE 6— LES MODALITES DE COLLABORATION

Les parties s'engagent à mobiliser des moyens humains (personnels qualifiés et en quantité suffisante) et matériels (données, statistiques, etc...) nécessaires à la réalisation des obligations définies dans la présente convention.

Le comité de pilotage

Pour garantir l'atteinte des objectifs fixés dans la présente convention, un comité de pilotage dédiées à la CTG est créé. Ce comité de pilotage sera copiloté par le CAF et la Communauté de communes. Il est composé de représentants de la CAF de Gironde, du Président de la Communauté de communes,

¹ Le montant de référence est celui comptabilisé dans les comptes de la Caf en N-1. (Charge à payer)

des maires des communes signataire ou leurs représentants, du Directeur Général des Services de la CdC, du coordinateur CTG de la CdC et des coordinatrices des communes qui en disposent.

Les parties conviennent d'un commun accord que des personnes ressources en fonction des thématiques abordées pourront participer à ce comité de pilotage à titre consultatif.

Le rôle du comité de pilotage consiste :





- au cadrage de la démarche ;
- à la validation politiques des travaux ;
- à l'orientation stratégique des décisions ;
- à renforcer la coordination entre les partenaires, dans leurs interventions respectives et au sein des différents comités de pilotage thématiques existants ;
- à veiller à la complémentarité des actions et des interventions de chacun des partenaires sur le territoire concerné ;
- porter une attention particulière aux initiatives et aux actions innovantes du territoire ;
- Il assure le suivi de la réalisation des objectifs et l'évaluation de la convention.

Une coopération technique entre les coordinateurs(trices) enfance-jeunesse du territoire

En raison de la signature conjointe de la CdC et de certaines de ses communes membres disposant de coordinatrice enfance-jeunesse, une collaboration technique effective est mise en œuvre avec :

- Un travail concerté entre les coordinatrices du territoire (temps d'échanges dédiés à la CTG).
- Un rapprochement des coordinatrices avec les acteurs du territoire concernés par les enjeux du diagnostic (associations, services ad hoc).
- Une réflexion autour des fiches de postes des coordinatrices au regard des enjeux du diagnostic. Ce travail sera réalisé conjointement avec la réflexion des élus sur la répartition des compétences entre les communes et l'intercommunalité et sera l'objet d'une fiche action permettant de réinterroger les missions de coordination et les redéployer le cas échéant en 2023-2024.

Une démarche générale de co-construction

Consultation/concertation des acteurs du territoire pour un diagnostic partagé		Identification des enjeux partagés relatifs au projet social de territoire et des missions de la Caf
Sur la base du portrait social		Capitalisation des études locales existantes et des données allocataires Caf
Participation de l'ensemble des acteurs du territoire pour la formalisation de l'investissement social du territoire		Définition collégiale des axes stratégiques prioritaires et déclinaison des pistes d'actions
Mobilisation et engagement de l'ensemble des ressources complémentaires du territoire et des partenaires		Co-construction du plan d'actions opérationnelles envisageables et réalisables

ARTICLE 7- ECHANGES DE DONNEES

Les parties s'engagent réciproquement à se communiquer toutes les informations utiles dans le cadre de l'exécution de la présente convention.

Toutefois, en cas de projet d'échange de données à caractère personnel, les demandes par l'une des parties feront obligatoirement l'objet d'une étude d'opportunité, de faisabilité et de conformité au RGPD par l'autre partie, en la qualité de responsable de traitement de cette dernière. Ces demandes seront soumises pour étude et avis préalable au Délégué à la Protection des Données de la partie qui détient les données personnelles demandées. Le Délégué à la Protection des Données pourra être amené à formuler des recommandations spécifiques à chaque échange de données.

Si elles sont mises en œuvre, ces transmissions (ou mises à disposition) de données personnelles respecteront strictement le Règlement Général sur la Protection des Données (RGPD), la loi n°78-17 du 6 Janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés ainsi que les décisions, avis ou préconisations de la Commission nationale de l'informatique et des Libertés (CNIL). La présente convention ne se substitue en rien à la nécessité, pour les responsables de traitement concernés, d'ajouter le traitement de données personnelles ainsi créé à la liste des traitements qu'il doit tenir au titre de l'article 30 du Rgpd.

ARTICLE 8-COMMUNICATION

Les parties décident et réalisent, d'un commun accord, les actions de communication relatives à la présente convention. Les supports communs font apparaître les logos de chacune des parties. Dans le cadre des actions de communication respectives couvrant le champ de la présente convention, chaque partie s'engage à mentionner la coopération de l'autre partie et à valoriser ce partenariat

ARTICLE 9- EVALUATION

Une évaluation des actions est conduite au fur et à mesure de l'avancée de la mise en œuvre de la CTG, lors des revues du plan d'actions. Les indicateurs d'évaluation sont déclinés dans le plan, constituant l'annexe 5 de la présente convention. Ils permettent de mesurer l'efficacité des actions mises en œuvre. A l'issue de la présente convention, un bilan sera effectué intégrant une évaluation des effets de celle-ci. Cette évaluation devra permettre d'adapter les objectifs en fonction des évolutions constatées. Les indicateurs travaillés dans le cadre de cette démarche d'évaluation seront intégrés par avenant au deuxième semestre 2023.

ARTICLE 10-DUREE DE LA CONVENTION

La présente convention est conclue à compter du 1er janvier 2022 jusqu'au 31 décembre 2026. La présente convention ne peut être reconduite que par expresse reconduction.

ARTICLE 11 – EXECUTION FORMELLE DE LA CONVENTION

Toute modification fera l'objet d'un avenant par les parties. Cet avenant devra notamment préciser toutes les modifications apportées à la convention d'origine ainsi qu'à ses annexes. Si l'une quelconque des stipulations de la présente convention est nulle, au regard d'une règle de droit en vigueur ou d'une décision judiciaire devenue définitive, elle sera réputée non écrite, mais les autres stipulations garderont toute leur force et leur portée. En cas de différences existantes entre l'un quelconque des titres des clauses et l'une quelconque des clauses, le contenu de la clause prévaudra sur le titre.

ARTICLE 12- FIN DE LA CONVENTION

Résiliation de plein droit avec mise en demeure

En cas de non-respect par l'une des parties de l'une de ses obligations résultant de la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'une ou l'autre partie, à l'expiration d'un délai d'un mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec avis de réception valant mise en demeure de se conformer aux obligations contractuelles et restée infructueuse.

Les infractions par l'une ou l'autre des parties aux lois et règlements en vigueur entraîneront la résiliation de plein droit de la présente convention par la CAF, à l'expiration d'un délai d'un mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec avis de réception valant mise en demeure de se conformer aux obligations légales ou réglementaires en vigueur et restée infructueuse.

Résiliation de plein droit sans mise en demeure

La présente convention sera résiliée de plein droit par la Caf, sans qu'il soit besoin de procéder à une mise en demeure ou de remplir toutes formalités judiciaires, en cas de modification d'un des termes de la présente convention sans la signature d'un avenant.

Résiliation par consentement mutuel

La présente convention peut être dénoncée par l'une ou l'autre des parties moyennant un délai de prévenance de 6 mois.

Effets de la résiliation

La résiliation de la présente convention entraînera l'arrêt immédiat des engagements des parties. La résiliation interviendra sans préjudice de tous autres droits et de tous dommages et intérêts.

ARTICLE 13- LES RECOURS

Recours contentieux

Tout litige résultant de l'exécution de la présente convention est du ressort du Tribunal administratif dont relève la Caf.

ARTICLE 14- CONFIDENTIALITE

Les parties sont tenues, ainsi que l'ensemble de leur personnel, au secret professionnel, à l'obligation de discrétion et à l'obligation de confidentialité pour tout ce qui concerne les faits, informations, études et décisions dont elles auront eu connaissance durant l'exécution de la présente convention et après son expiration.

Fait àLe.....2022

En autant d'exemplaires originaux que de signataires

La Caf	La directrice Mme Christine MANSIET	
La Communauté de communes Médoc Atlantique	Le Président Monsieur Xavier PINTAT	
Commune de Carcans	Le Maire M. Patrick MEIFFREN	
Commune de Grayan-et- l'Hôpital	La Maire Mme Florence LEGRAND	
Commune de Hourtin	Le Maire M. Jean-Marc SIGNORET	
Commune de Jau-Dignac-et- Loirac	Le Maire M. Christian BOURA	
Commune de Lacanau	Le Maire M. Laurent PEYRONDET	
Commune de Le Verdon-Sur- Mer	Le Maire M. Jacques BIDALLUN	
Commune de Naujac-Sur- Mer	Le Maire M. Yves BARREAU	
Commune de Queyrac	La Maire Mme Véronique CHAMBAUD	
Commune de Saint-Vivien- De-Médoc	Le Maire M. Jean-Pierre DUBERNET	
Commune de Soulac-Sur-Mer	Le Maire M. Xavier PINTAT	
Commune de Talais	Le Maire M. Franck LAPORTE	

Envoyé en préfecture le 03/08/2022

Reçu en préfecture le 03/08/2022

Berger
Levrault

Affiché le

ID : 033-200070720-20220728-D2807202296-DE

Commune de Valeyrac	Le Maire M. Jean-Louis BRETON	
Commune de Vendays-Montalivet	Le Maire M. Pierre BOURNEL	
Commune de Vensac	Le Maire M. Jean-Luc PIQUEMAL	

ANNEXE 1 : PORTRAIT SOCIAL DU TERRITOIRE

ANNEXE 2 : LISTE DES EQUIPEMENTS SOUTENUS PAR LA COLLECTIVITE LOCALE

ANNEXE 3 : PLAN D'ACTION

ANNEXE 4 : PILOTAGE

**ANNEXE 4 BIS : ACCORD DE LA METHODE DE TRAVAIL POUR DEFINIR UN PLAN D'ACTIONS AMBITIEUX
ET ADAPTE AUX PROBLEMATIQUES DU TERRITOIRE**

ANNEXE 5 : EVALUATION

ANNEXE 6 : DELIBERATION

Envoyé en préfecture le 03/08/2022

Reçu en préfecture le 03/08/2022

Affiché le



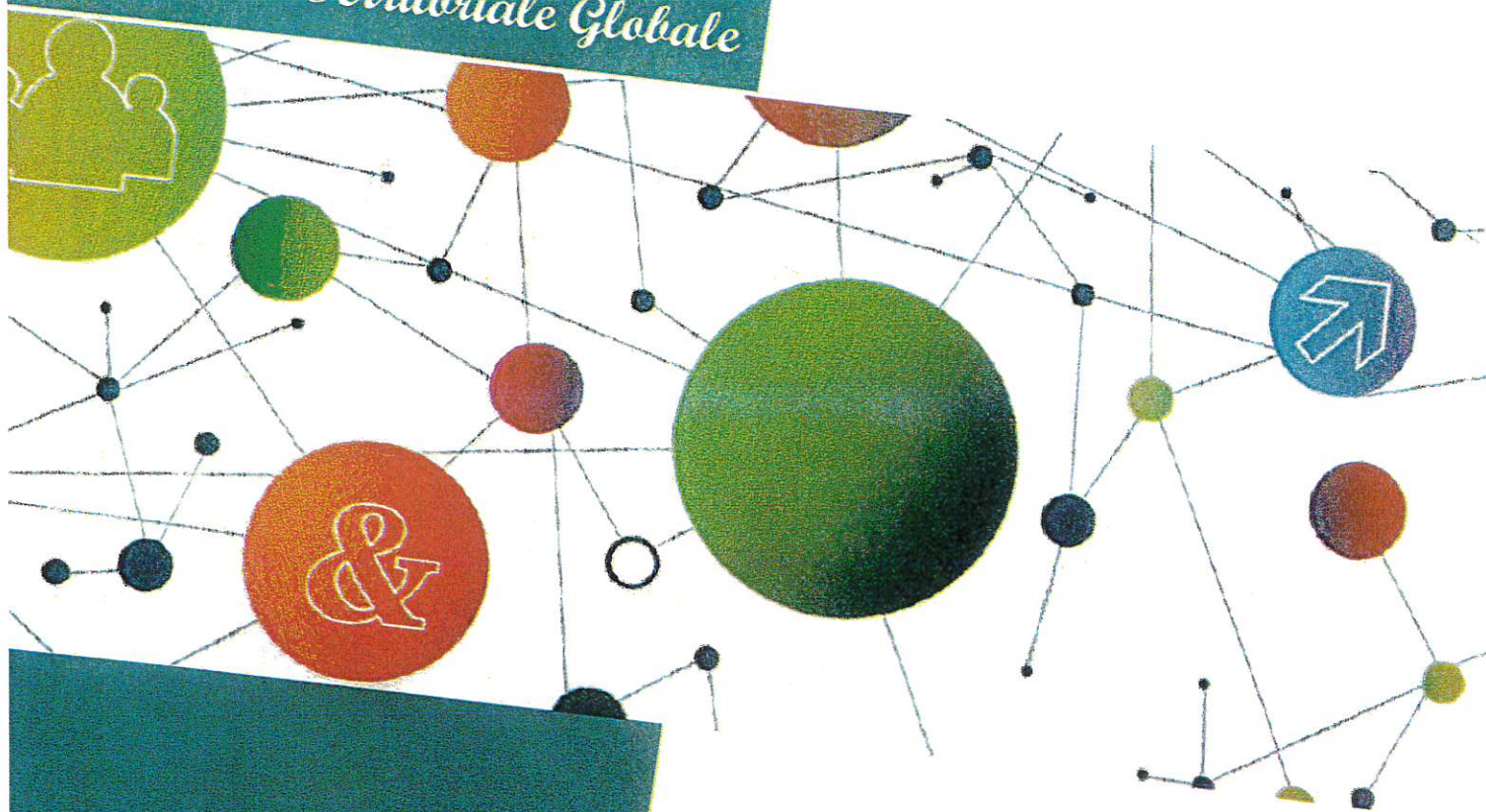
ID : 033-200070720-20220728-D2807202296-DE



Données de portrait social

*Pour l'élaboration d'une
Convention Territoriale Globale*

COMMUNAUTE DE COMMUNES MEDOC ATLANTIQUE



Réalisation Novembre 2021

CDM - Chargée d'Etudes Sociales

Un portrait social de territoire synthétique pour une réponse de 1^{er} niveau

Ce document se construit à partir d'un ensemble d'indicateurs quantitatifs sélectionnés pour décrire la situation sociodémographique et économique d'un territoire en miroir avec l'intervention de la Caf sur ce même territoire. Il s'agit de faire émerger les grandes tendances sociales.

Les données sont issues des sources suivantes :

- Caf de la Gironde, déc. 2019 et déc. 2020
- Insee, 2018
- Pôle emploi, 2018

Pour chacune d'entre-elles, les données d'évolution sont sur les 4 ans précédentes.

L'observation d'un périmètre ne pouvant se défaire d'une comparaison de plusieurs zonages, le territoire observé sera systématiquement comparée à la Gironde et la Gironde hors Métropole.

Vigilance d'interprétation des données : un taux d'évolution doit être reporté à son effectif.

Traitement par le Département Etudes et Statistiques de la Caf 33, juillet 2021 et par le Service Appui aux Unites de la Caf 33, décembre 2020.

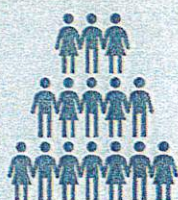
Sommaire

SOMMAIRE

Déclinaison des données statistiques.....	
Dynamisme démographique.....	p.4
Public allocataire	p.5
Prestations familiales.....	p.7
Parentalité/Animation de la vie sociale.....	p.9
Petite enfance.....	p.10
Enfance Jeunesse.....	p.11
Précarité.....	p.14
Emploi.....	p.17
Logement	p.18
« Je retiens » : les grandes tendances.....	p.19
Définitions des indicateurs.....	p.21
Glossaire.....	p.23

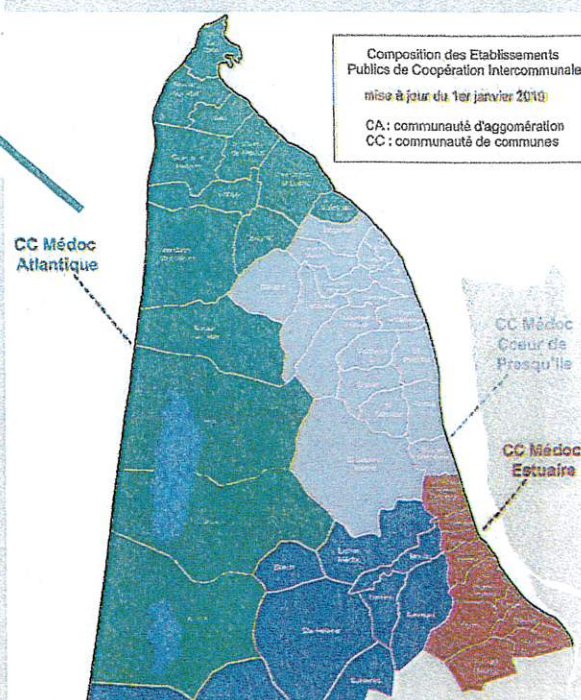
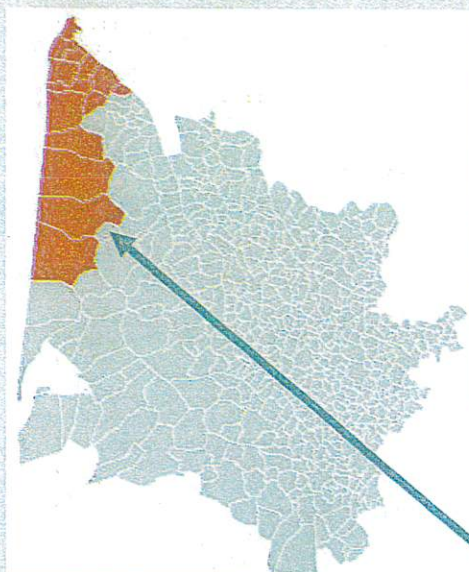
Dynamisme démographique

Superficie 1035,4 km²
Densité 25,8 hab. / km²



en 2018

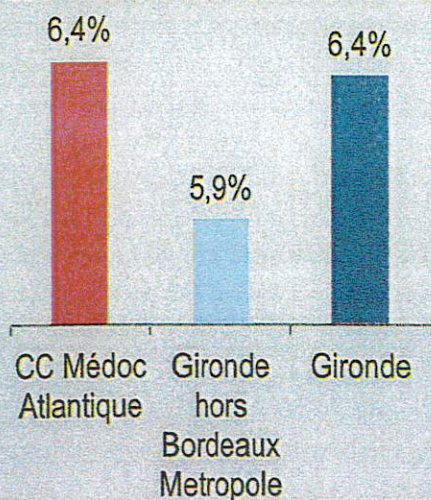
26 670 habitants



Composition des Etablissements
Publics de Coopération Intercommunale
mise à jour du 1er janvier 2019

CA : communauté d'agglomération
CC : communauté de communes

EVOLUTION DE LA POPULATION 2013-2018



54

nombre de jeunes de
moins de 20 ans pour
100 personnes de 65
ans et plus

(122,3 en Gironde /
108,2 en Gironde hors
Bordeaux métropole)

- 0,7%

taux d'évolution
annuelle moyen dû au
solde naturel

(0,3% en Gironde /
0,1% en Gironde hors
Bordeaux métropole)

+1,9%

taux d'évolution
annuelle moyen dû
au solde migratoire

(+1,0 % en Gironde /
1,1 % en Gironde
hors Bordeaux
métropole))

Le public allocataire



en déc. 2020



53,0%

10 498

personnes couvertes

4 574
allocataires

(57,6 % en Gironde / 53,8 % en Gironde hors Bordeaux Métropole)

+13,4%

Evolution nbre allocataires

(+12 % en Gironde / +12,2 % en Gironde hors Bordeaux Métropole entre déc.2016-2020)

2300

Familles allocataires

50,3%

Public allocataire familial

+3,5%

Augmentation familles allocataires

(+3,4 % en Gironde / +3,1 % en Gironde hors Bordeaux Métropole entre déc.2016-2020)

0,1%

Part d'allocataires étudiants

(9,5 % en Gironde / 0,5 % en Gironde hors Bordeaux Métropole)

778

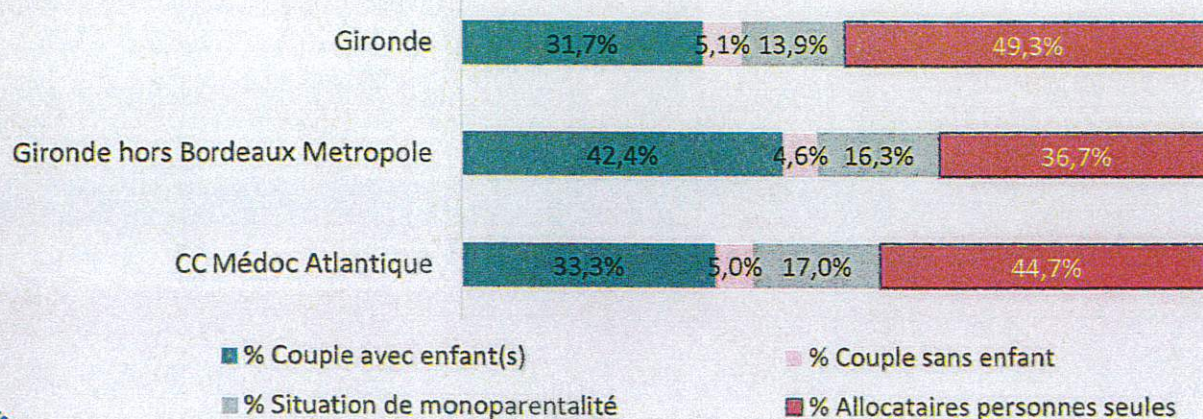
familles monoparentales

+6,3%

Augmentation familles monoparentales

(+6,8 % en Gironde / + 8,5 % en Gironde hors Bordeaux Métropole) entre déc.2016-2020

Répartition des allocataires selon leur situation familiale



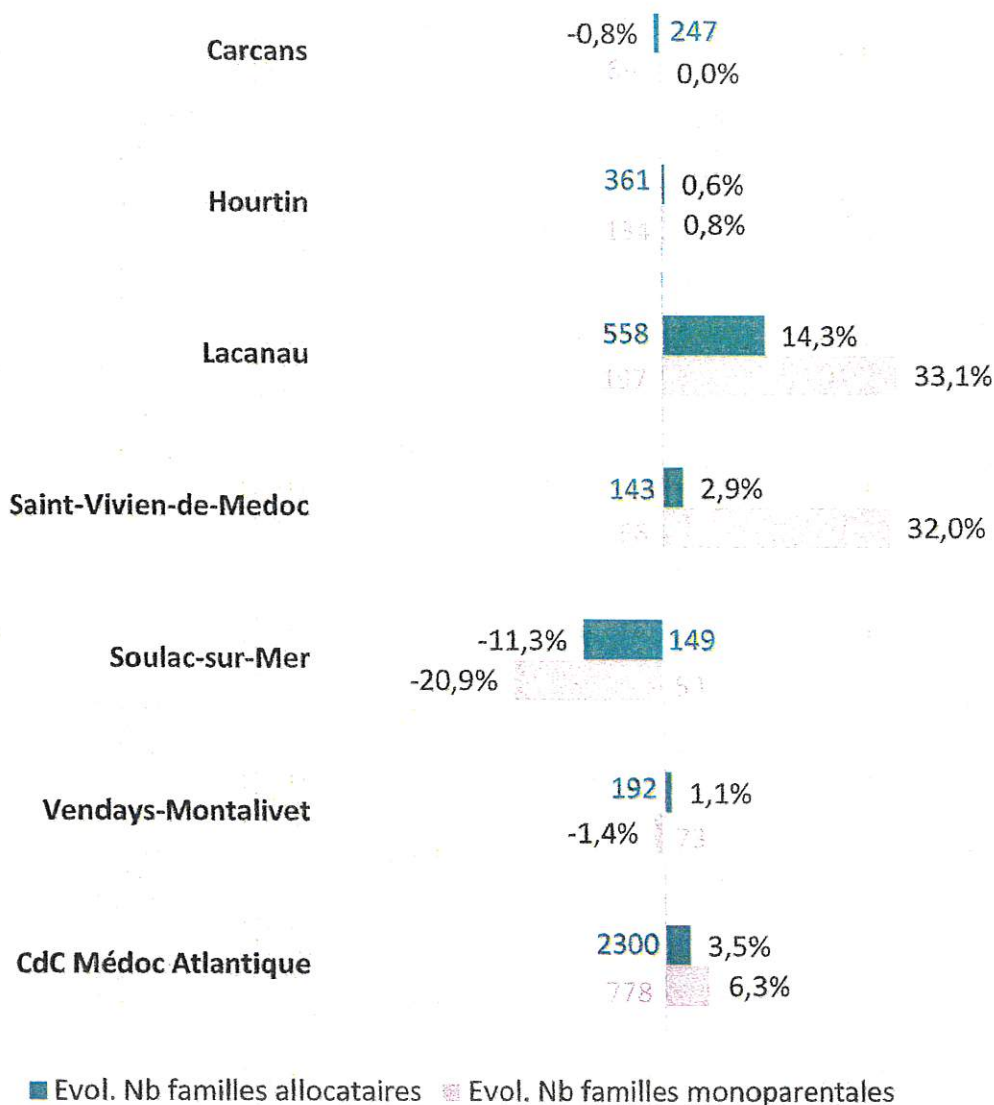
Le public allocataire

ZOOM



Evolution du nombre de familles allocataires et monoparentales
entre déc. 2016 et déc. 2020, au regard de leurs effectifs

Pour les besoins de l'étude, 6 communes ont été retenues pour les zooms et l'analyse proposée en fin de document (Carcans, Hourtin, Lacanau, St Vivien de Médoc, Soulac-sur-Mer, Vendays-Montalivet). Toutefois, les données relatives aux 8 communes restantes ont été intégrées à ce document.



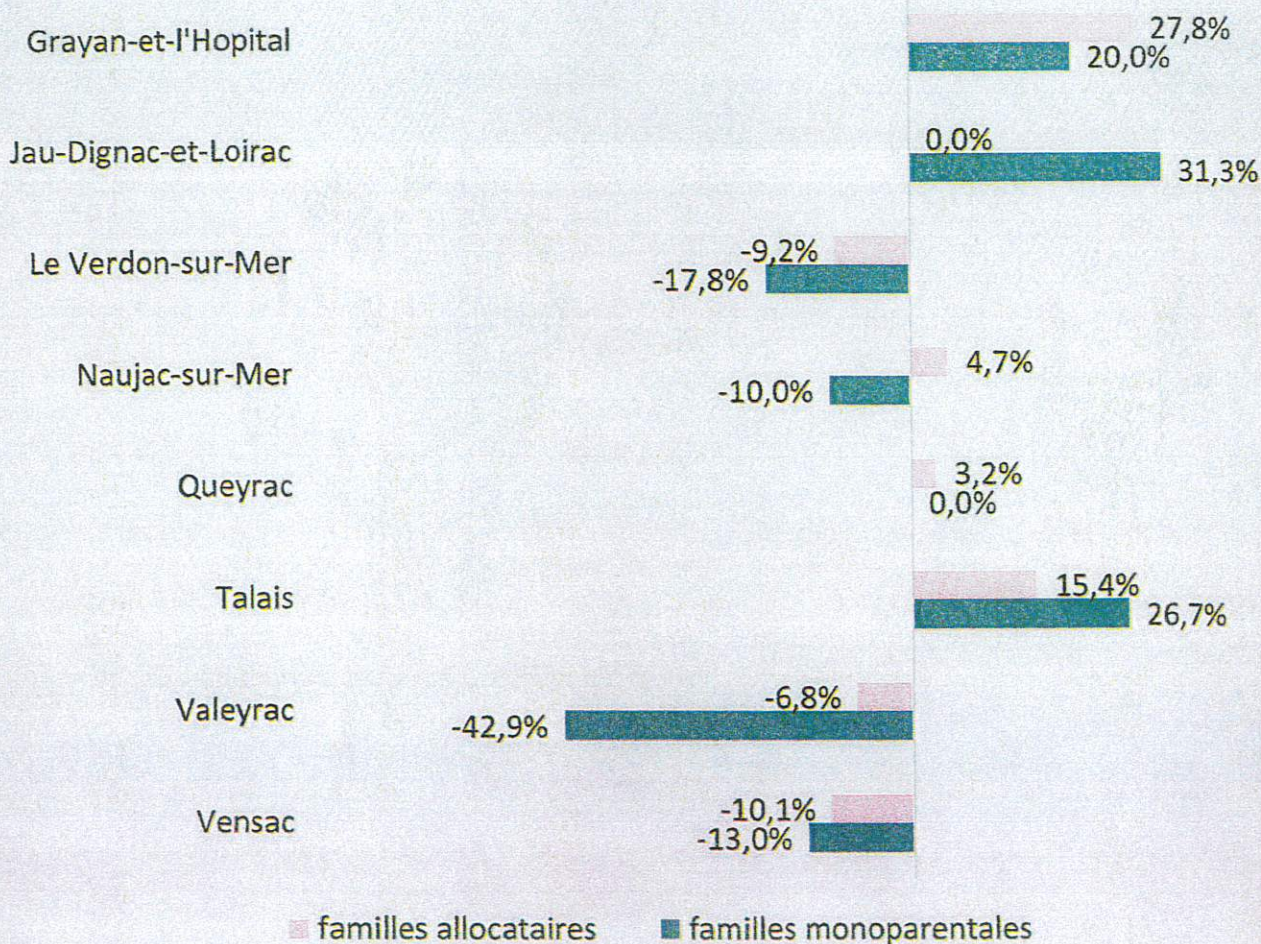
Le public allocataire



ZOOM

Evolution du nombre de familles allocataires et monoparentales
entre déc. 2016 et déc. 2020, au regard de leurs effectifs

	Grayan-et-l'Hopital	Jau-Dignac-et-Loirac	Naujac-sur-Mer	Queyrac	Talais	Valeyrac	Vensac	Le Verdon-sur-Mer
Nombre de familles allocataires	124	68	89	98	60	41	71	99
Familles monoparentales	30	21	18	33	19	8	20	37



Prestations familiales

23 995 000€

Montant global versé
aux allocataires, en
2020, au titre des
prestations

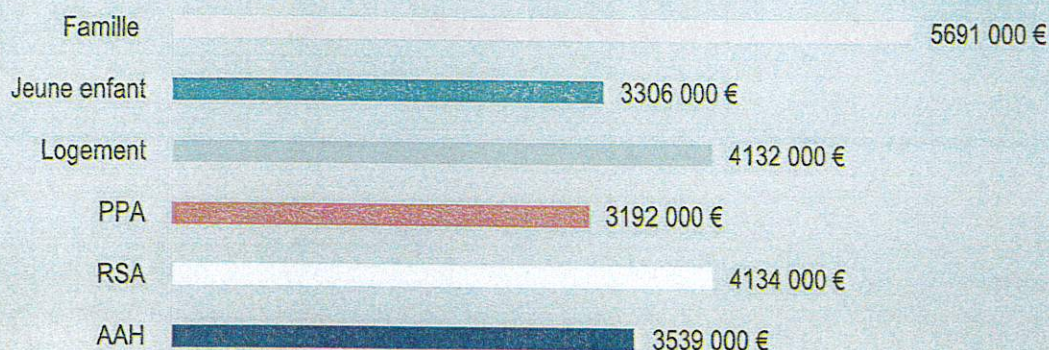


Jeune enfant = Paje

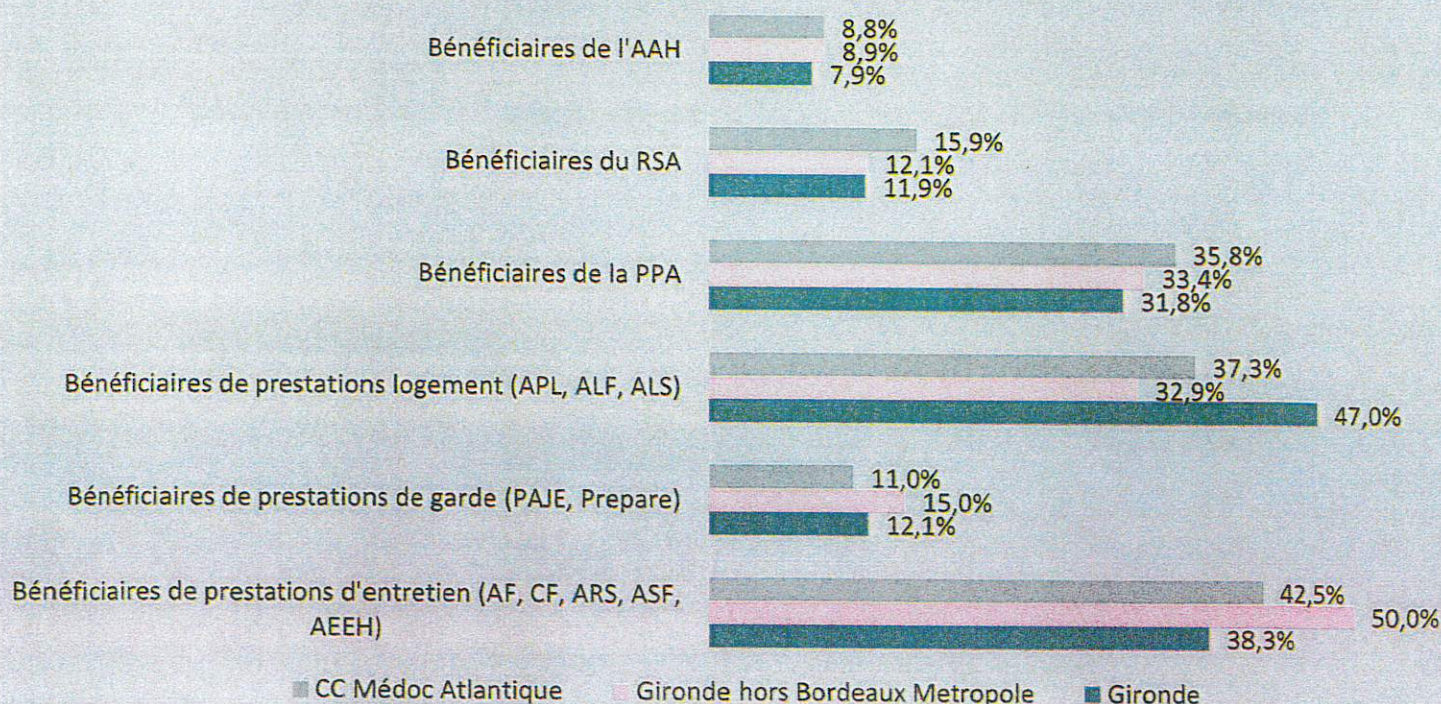
Famille = Af, Cf, Ars, Aeeh,
Asf, Ajpp

Logement = Apl, Alf, Als.

Montant versé par type de prestation en 2020



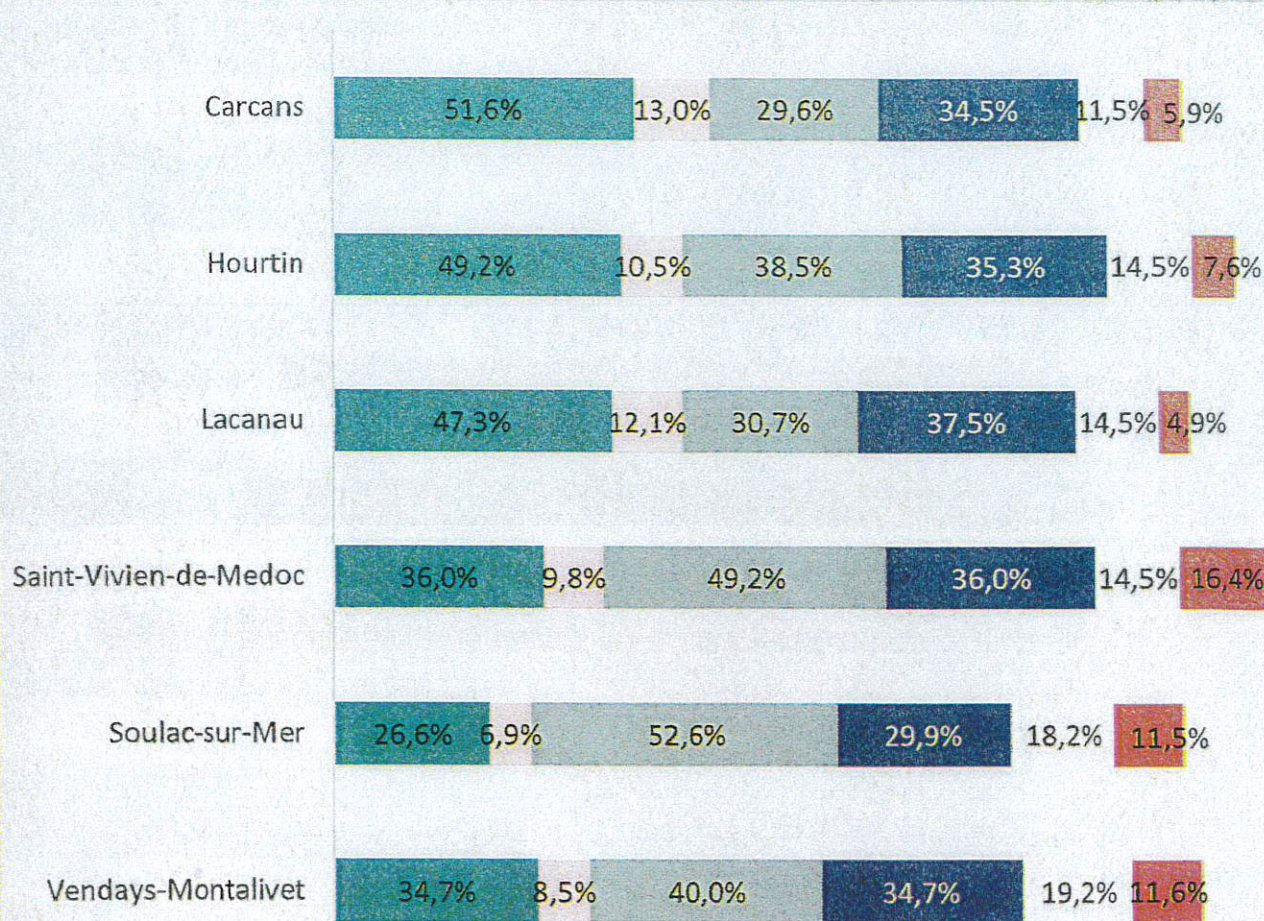
Part des bénéficiaires par prestation perçue en 2020



Prestations familiales

ZOOM

Part de bénéficiaires par prestations versées



■ Bénéficiaires de prestations d'entretien (AF, CF, ARS, ASF, AEEH)

■ Bénéficiaires de prestations de garde (PAJE, Prepare)

■ Bénéficiaires de prestations logement (APL, ALF, ALS)

■ Bénéficiaires de la PPA

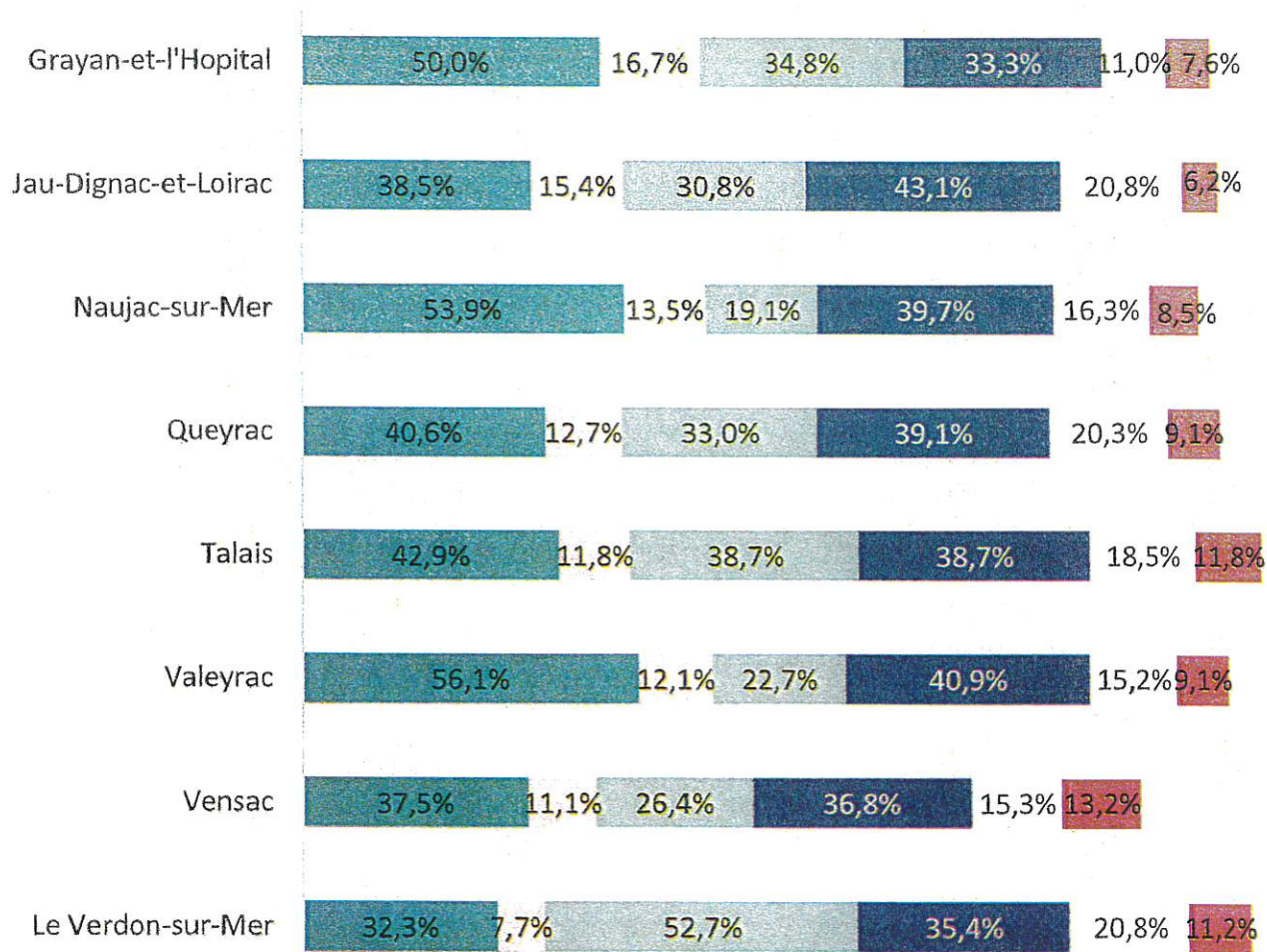
■ Bénéficiaires du RSA

■ Bénéficiaires de l'AAH

Prestations familiales

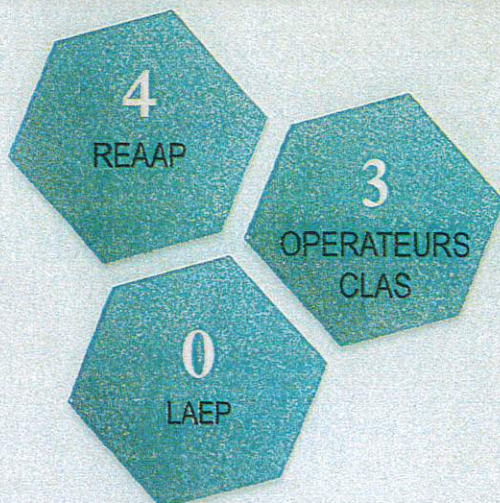
ZOOM

Part de bénéficiaires par prestations versées



- Bénéficiaires de prestations d'entretien (AF, CF, ARS, ASF, AEEH)
- Bénéficiaires de prestations de garde (PAJE, Prepare)
- Bénéficiaires de prestations logement (APL, ALF, ALS)
- Bénéficiaires de la PPA
- Bénéficiaires du RSA
- Bénéficiaires de l'AAH

Parentalité



24 829,48€

Montant versé aux
dispositifs de soutien à
la parentalité en 2019

Animation de la vie sociale



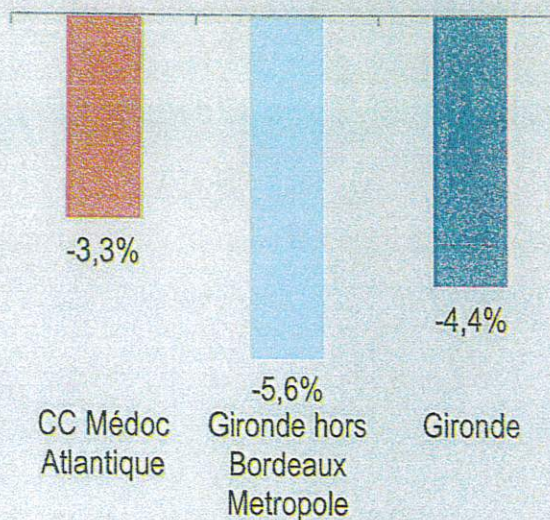
7 465,80€

Montant versé aux
équipements animation
de la vie sociale en
2019

Petite enfance

498 0-2 ans révolus

Evolution du nbre d'enfants 0-2 ans révolus entre
déc.2016 et déc. 2020



Part des enfants de
moins de 3 ans
couverts par un mode
d'accueil
en 2019

62,6%

(69,8 % en Gironde)

3

EAJE
en 2020

Accueil collectif

68

places

???

inscrits

Accueil familial

0

place

68

Ass. Mater. actives
en nov. 2020

dont **14,7%** > à 55 ans
(23,8% en Gironde)

233

Enfants
gardés

6

MAM
en 2020
13 Ass Mat

VENDAYS MONTALIVET
ST VIVIEN DE MEDOC
VENSAC
LACANAU
CARCANS
HOURTIN

2

Relais Petite
Enfance
(ex RAM)
en 2019

soit **1,6 ETP**

2

Micro-crèches Paje
20 places
Oct 21

320 986,67€

Montant versé au titre
des EAJE

37 505,93€

Montant versé au titre
des RAM

Enfance Jeunesse

517 3-5 ans révolus

1 573 6-11 ans révolus

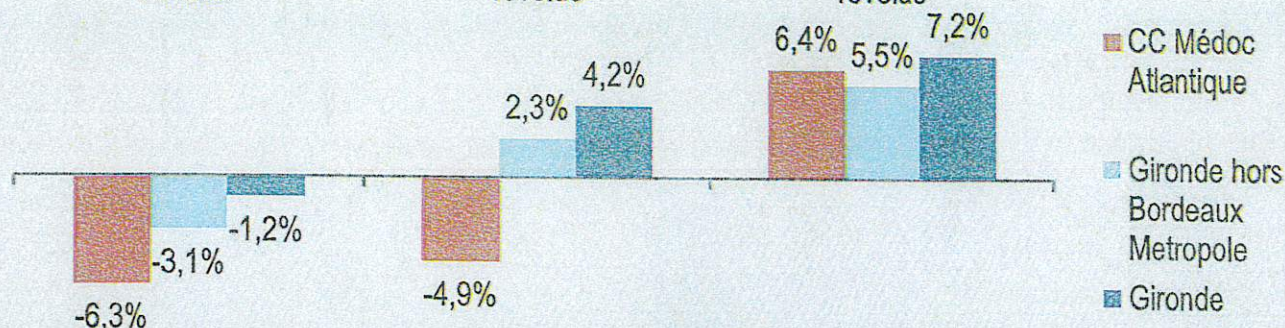
1 449 12-17 ans révolus

Evolution du nbre d'enfants entre déc. 2016 et déc. 2020

Evolution nbre 3-5 ans révolus

Evolution nbre 6-11 ans révolus

Evolution nbre 12-17 ans révolus



16

gestionnaires
Enfance Jeunesse

Accueil périscolaire 7 gestionnaires

Accueil extrascolaire 7 gestionnaires

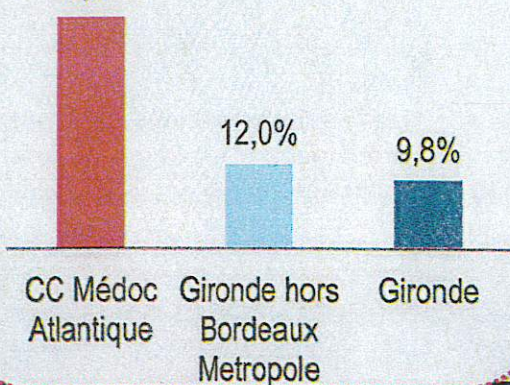
Accueil ados 11-17 ans 2 gestionnaires

208 156,40€

Montant versé au titre
des accueils de loisirs

Evol. nbre 18-24 ans révolus à charge
d'allocataires

entre déc. 2016 et déc. 2020
33,3%



340 18-24 ans révolus



506 667,87€

Montant versé au titre des CEJ en 2019

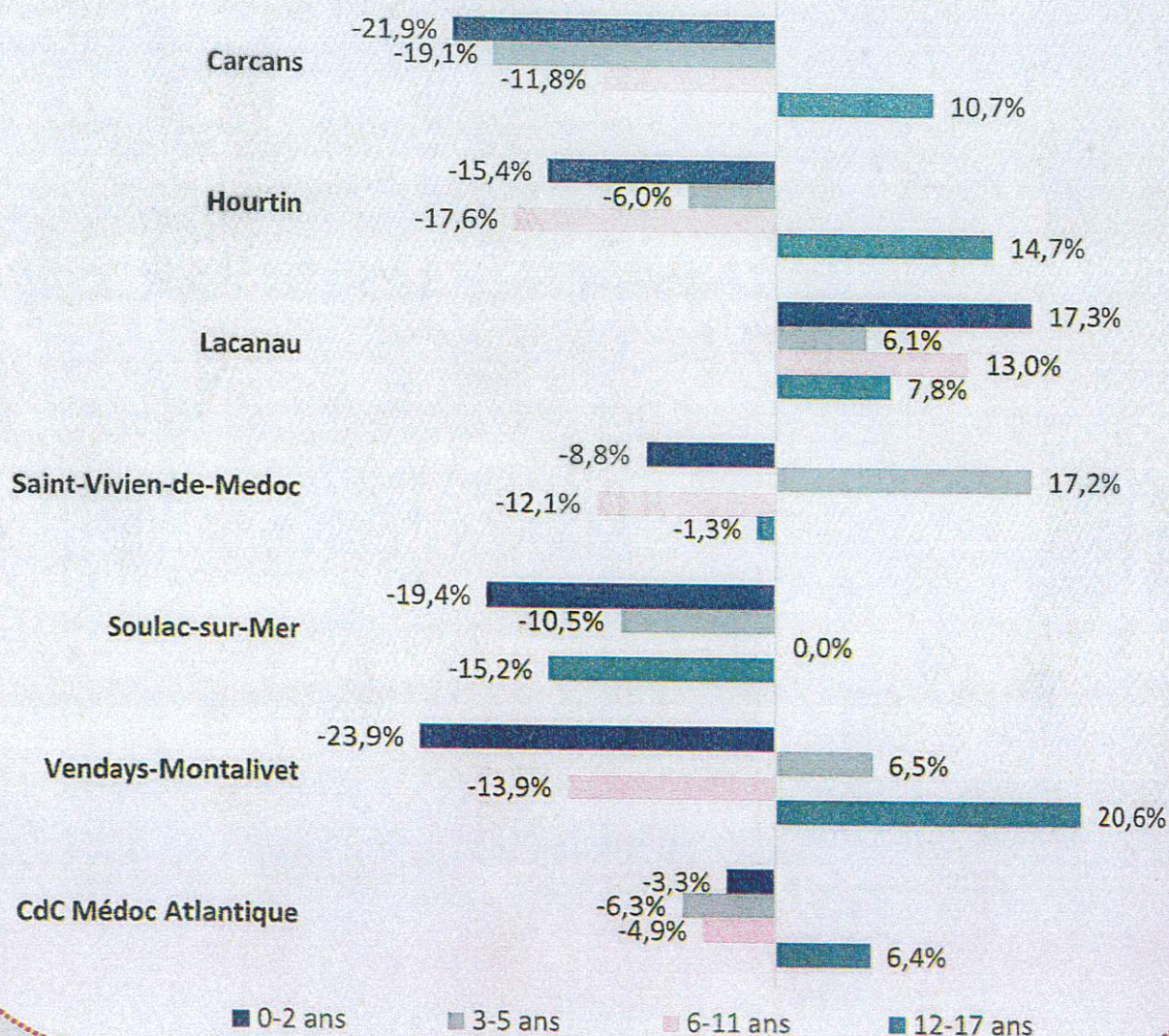
Petite Enfance, Enfance, Jeunesse

ZOOM

Répartition du nombre d'enfants (effectifs)

	0-2 ans révolus	3-5 ans révolus	6-11 ans révolus	12-17 ans révolus
Carcans	50	55	157	166
Hourtin	66	78	210	250
Lacanau	129	122	338	332
Saint-Vivien-de-Medoc	31	34	80	79
Soulac-sur-Mer	29	34	102	89
Vendays-Montalivet	35	49	99	129
CdC Médoc Atlantique	498	517	1 373	1 449

Evolution du nombre d'enfants



Petite Enfance, Enfance, Jeunesse

ZOOM

Répartition du nombre d'enfants (effectifs)

	0-2 ans révolus	3-5 ans révolus	6-11 ans révolus	12-17 ans révolus
Grayan-et-l'Hopital	34	33	78	67
Jau-Dignac-et-Loirac	19	13	40	42
Naujac-sur-Mer	21	21	46	71
Queyrac	24	22	54	59
Talais	14	11	45	33
Valeyrac	9	6	27	28
Vensac	15	13	42	43
Le Verdon-sur-Mer	22	26	55	61

Précarité

727 Allocataires
bénéficiaires du RSA

7%

% population
couverte par le
RSA

(6,5 % en Gironde /
5,4 % en Gironde hors Bdx
Métropole)

16,6%

% population
couverte par la
Prime d'Activité

16 % en Gironde /
14,5 % en Gironde hors Bdx
Métropole)

1 637 Allocataires bénéficiaires
de la prime d'activité



en déc. 2020

9,6%

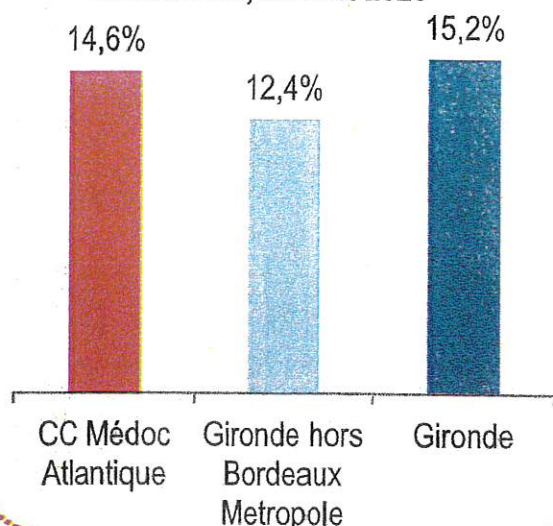
% alloc.
bénéficiaire de
l'AAH

(9,3 % en Gironde et 9,4 %
Gironde hors Bdx Métropole)

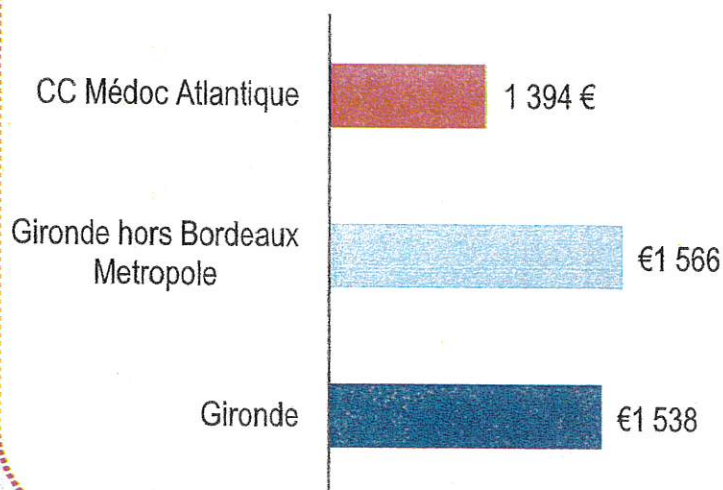
403

Allocataires bénéficiaire
de l'AAH

Part de familles dépendantes de la Caf
pour plus de la moitié de leurs
ressources, en déc. 2020



Médiane RUC des familles (la moitié des familles ont
un RUC inférieur), en déc. 2020



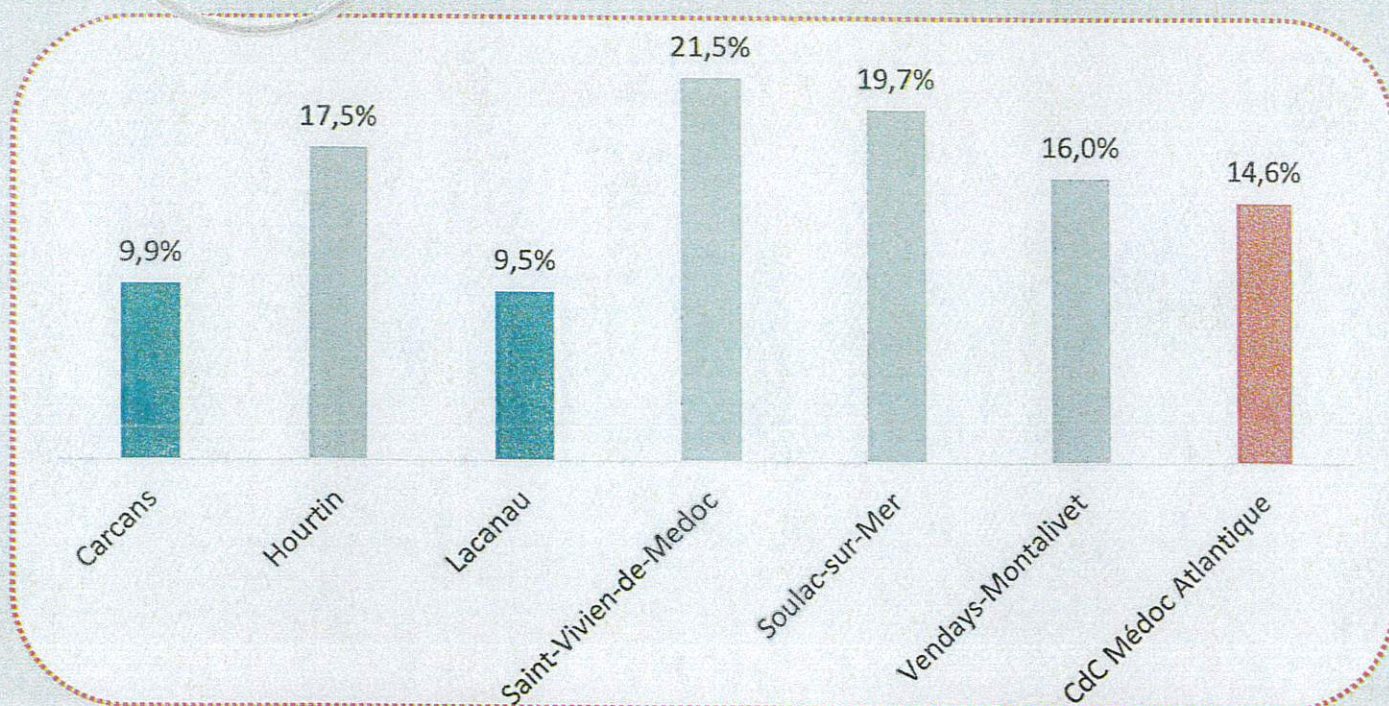
Précarité



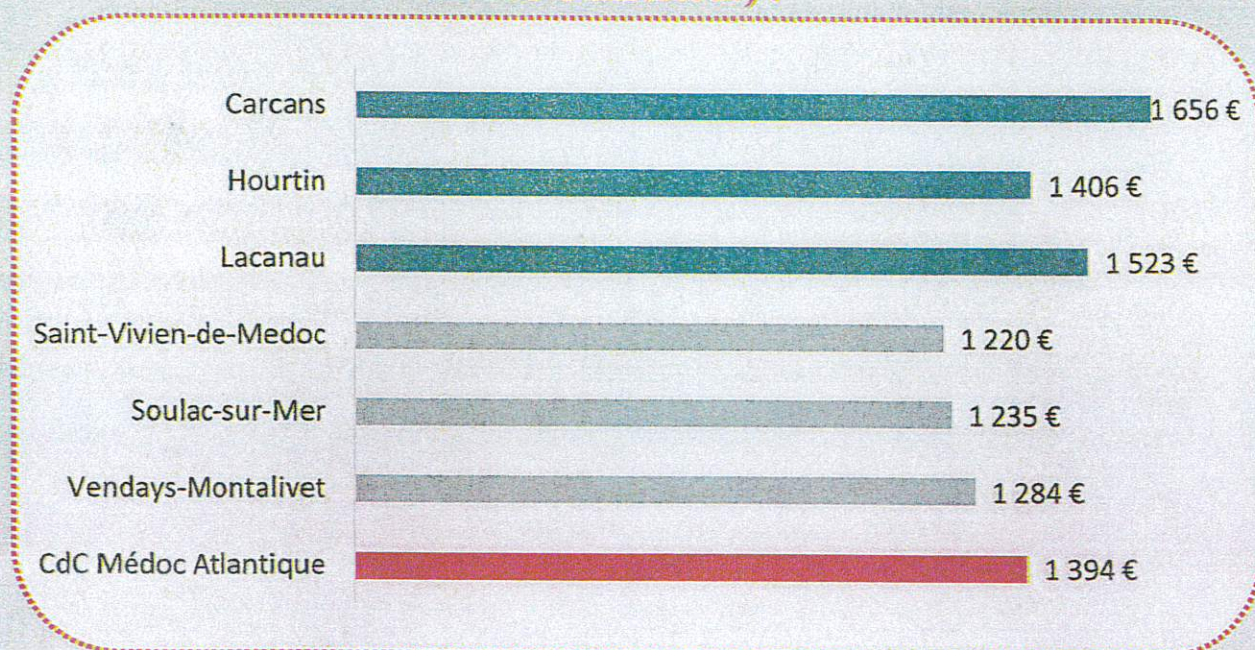
en Déc. 2020

ZOOM

Part des familles dépendantes
de la Caf pour plus de la moitié
de leurs ressources :



Médiane RUC des familles (la moitié des familles ont
un RUC inférieur) :



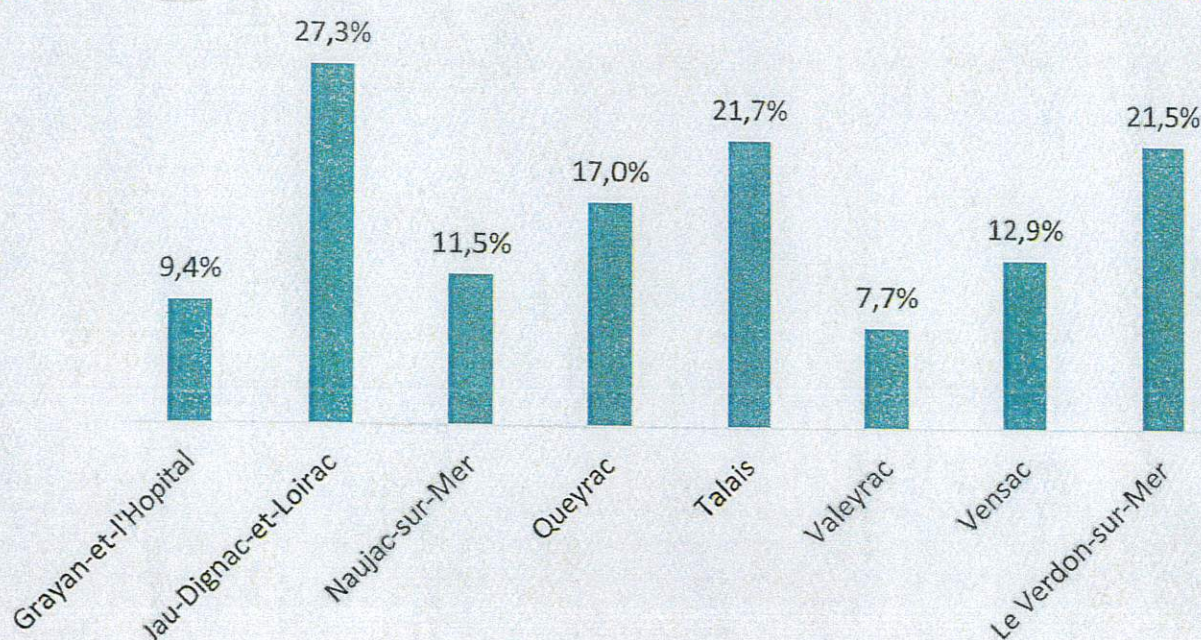
Précarité



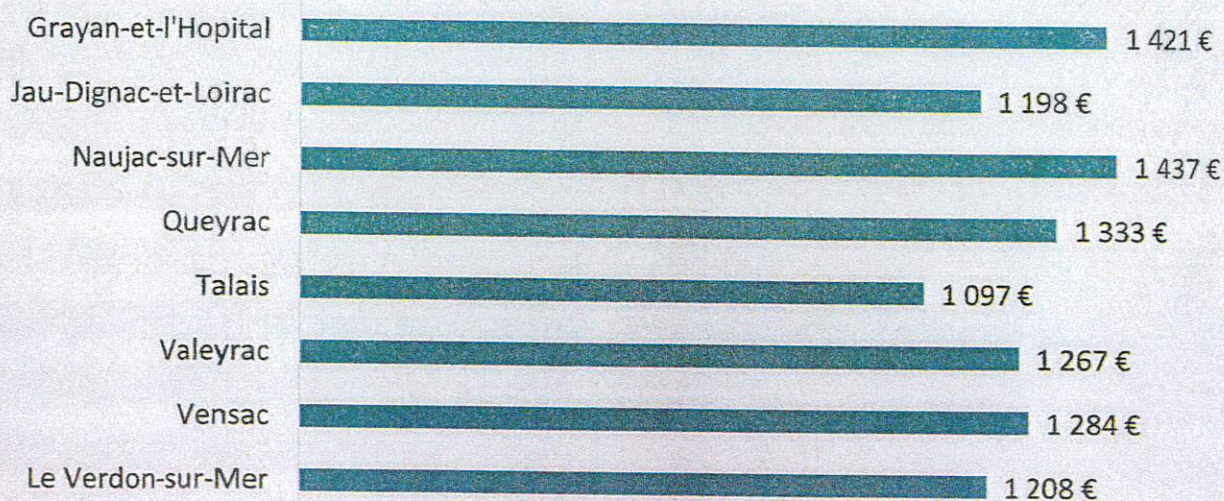
en Déc. 2020

ZOOM

Part des familles dépendantes
de la Caf pour plus de la moitié
de leurs ressources :



Médiane RUC des familles (la moitié des familles a un RUC inférieur) :



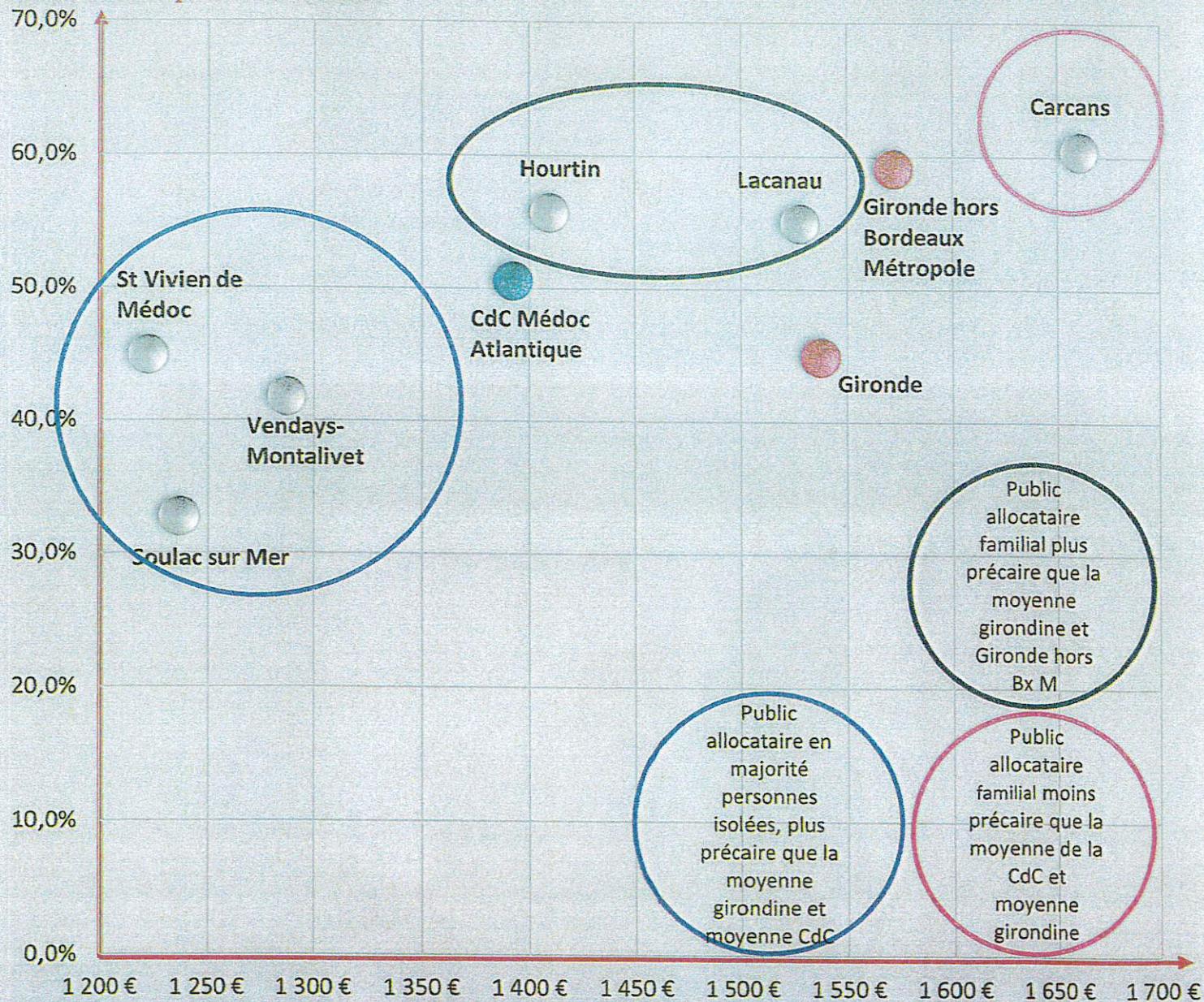
Précarité

ZOOM



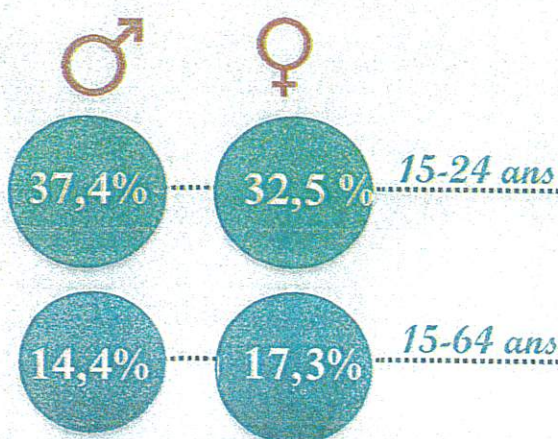
en Déc. 2020

Part de familles parmi les allocataires

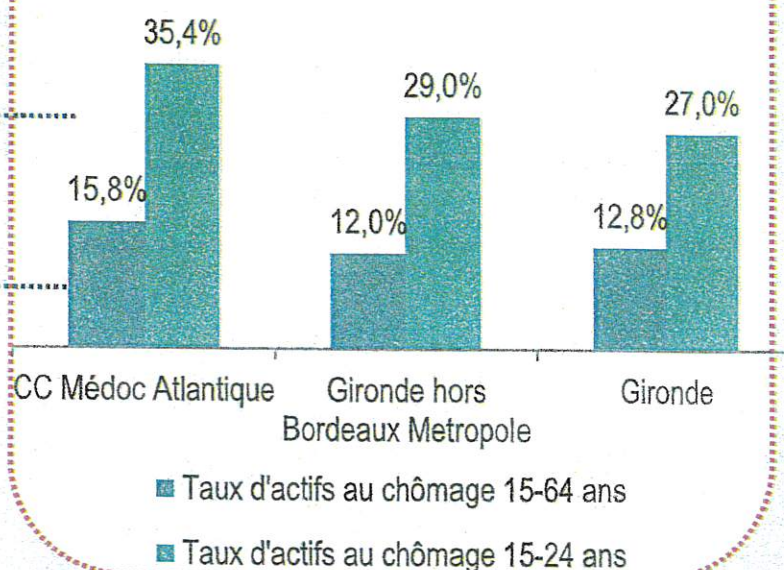


Médiane RUC des familles
(la moitié des familles ont un RUC inférieur)

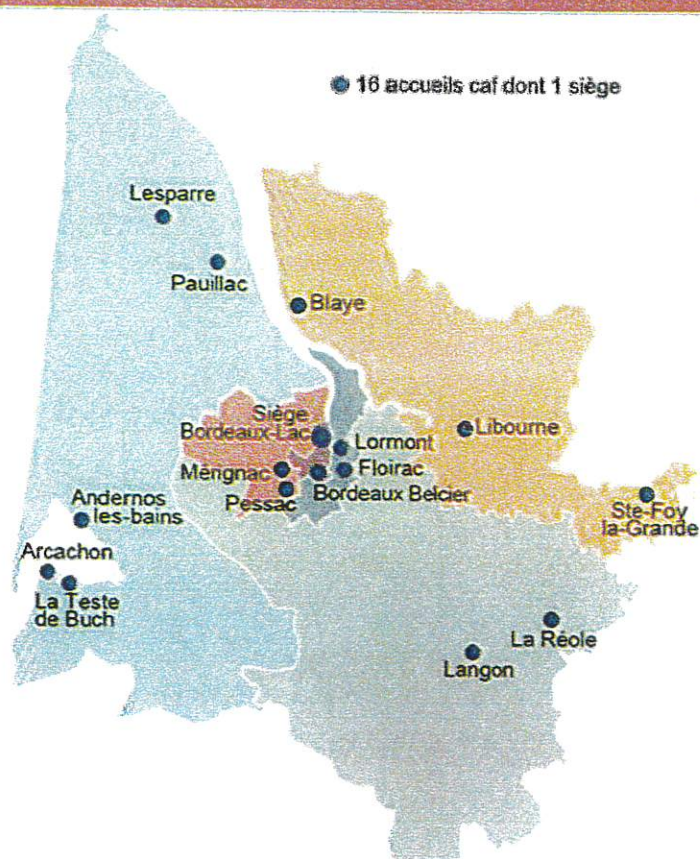
Emploi

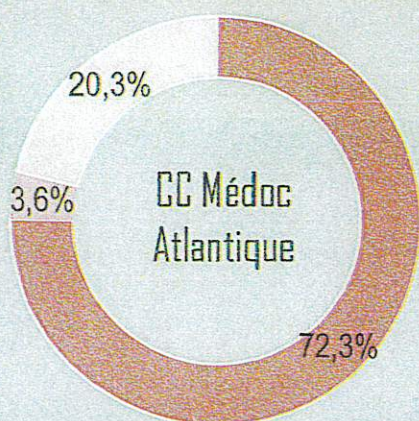


Part des actifs au chômage, Insee 2018

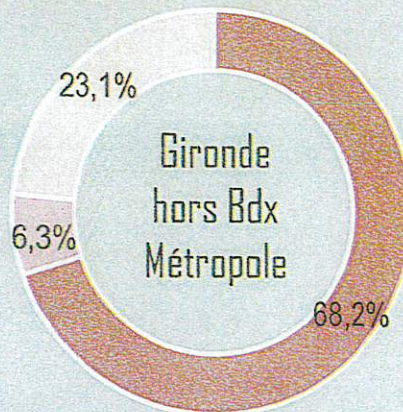


Accès aux droits

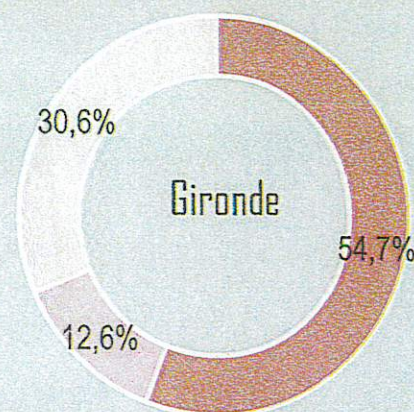




% propriétaires occupants



% locataires HLM



% locataires parc privé

1 705

dont

0,4%

nombre d'allocataires
bénéficiaires de prestations
logement, en déc. 2020

Part des étudiants parmi les
allocataires bénéficiaires de
prestations logement, en
déc. 2020.

(20,9% en Gironde / 1,4%
en Gironde hors Bdx
Métropole)

Part des logements qui sont des résidences secondaires

CC Médoc Atlantique 60,5%

Gironde hors Bordeaux
Métropole 14,5%

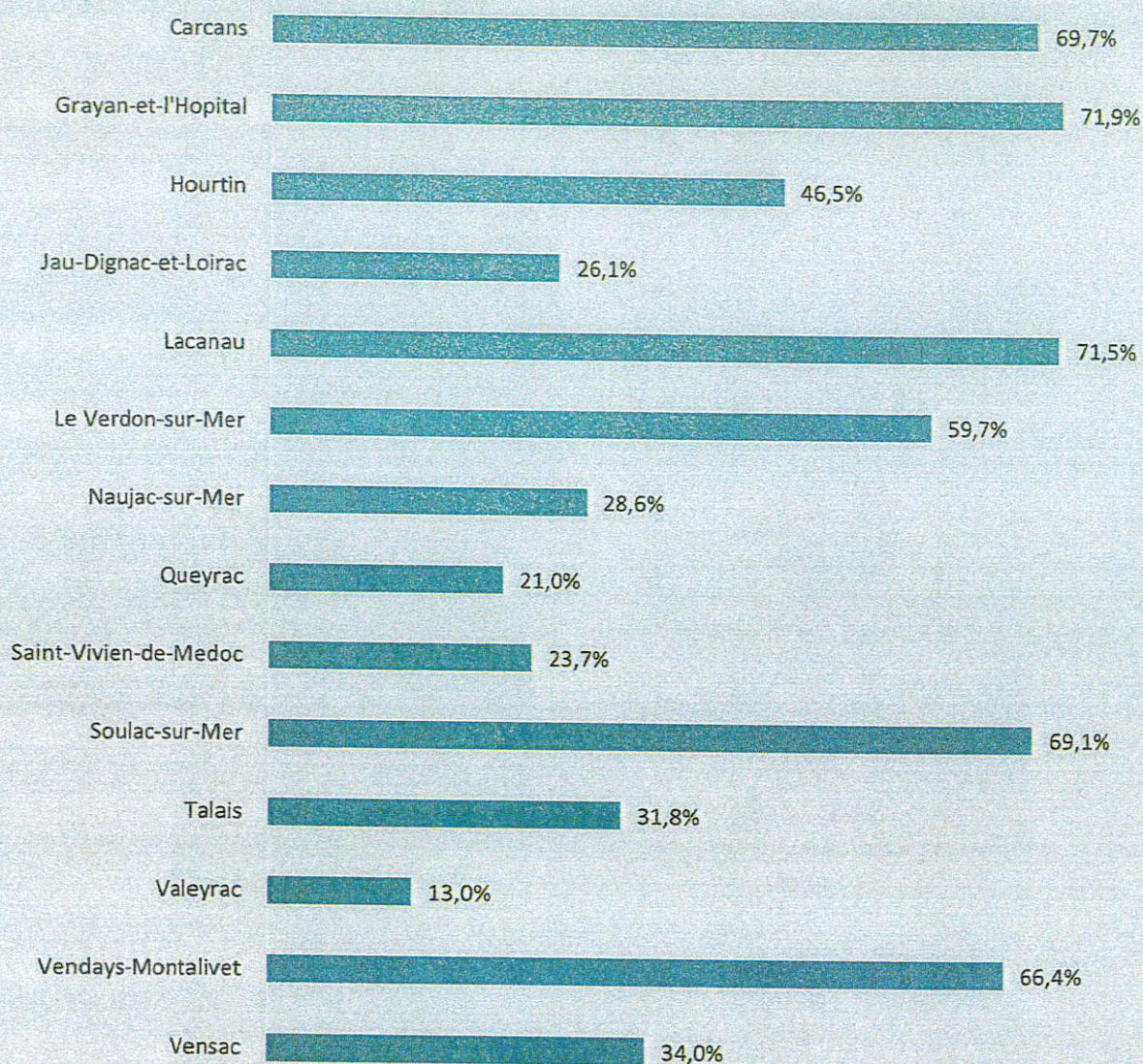
Gironde 8,9%

0

Habitat Jeunes
(FJT)

Logement

Part des logements qui sont des résidences secondaires



SYNTHESE

Située au Nord Ouest du département de la Gironde, la communauté de communes (Cdc) Atlantique Medoc regroupe 14 communes sur une superficie de 1035,4km². Faisant partie des CdC les plus étendues de France, elle compte 26 670 habitants en 2018 avec une densité de 25,8 habitants/km² (contre 160,6 hab/ km² en Gironde).

Il s'agit d'un territoire attractif, présentant une croissance démographique identique à celle observée à l'échelle départementale entre 2013 et 2018 et un solde migratoire presque 2 fois supérieur au solde migratoire girondin. La population apparait toutefois vieillissante:

- La CdC Médoc Atlantique présente un indice de jeunesse faible avec 54 jeunes de moins de 20 ans pour 100 personnes de 65 ans et plus (contre 122,3 pour la Gironde et 108,2 pour la Gironde hors Bordeaux Métropole). ,
- Un solde naturel (excédent des naissances sur les décès) négatif (-0,7%).

Le nombre de familles allocataires et le nombre de familles monoparentales évoluent au même rythme qu'à l'échelle du département. Toutefois, nous pouvons observer que la CdC Médoc Atlantique accueille en 2020 une proportion de familles allocataires monoparentales plus élevée qu'au niveau girondin (17,% contre 13,9%).

En matière de répartition géographique infra-territoriale, nous pouvons observer une évolution positive du nombre de familles allocataires et monoparentales entre déc. 2016 et déc. 2020 sur les communes de Lacanau et Saint-Vivien-de-Médoc. Si Carcans, Hourtin et Vendays-Montalivet présentent des évolutions "minimes" de ces publics, Soulac-sur-Mer voit son nombre de familles allocataires (dont monoparentales) diminuer.

SYNTHESE

A l'image des tendances nationales et départementales, le nombre d'enfants de moins de 3 ans diminue sur la communauté de communes. Notons toutefois que la commune de Lacanau présente une tendance inverse pour cette tranche d'âge.

Par ailleurs la CdC Médoc Atlantique présente une évolution du nombre d'enfants âgés de 3-5 ans révolus, entre déc. 2016 et déc 2020, de -6,3% (contre -1,2% en Gironde et -3,1% en Gironde hors Métropole). A noter que les communes de Lacanau, Saint-Vivien-de-Médoc et Vendays-Montalivet connaissent une tendance inverse pour cette tranche d'âge.

Cette évolution négative s'observe également pour les 6-11 ans, avec un taux de -4,9% pour la Cdc Médoc Atlantique contre +4,2% en Gironde, Lacanau étant la seule commune à présenter une tendance inverse (+ 6,1%).

Concernant le public des « 12-17 ans », la CdC Médoc Atlantique présente une évolution positive du nombre de jeunes de cette tranche d'âge.

Enfin, on constate une forte augmentation des 18-24 ans à charge d'allocataires (+33,3%) sur la CdC Médoc Atlantique, évolution 3 fois plus rapide que sur le reste de la Gironde.

En décembre 2020, la part des familles allocataires dépendantes de la Caf pour plus de 50 % de leurs ressources est, sur la CdC Médoc Atlantique, plus élevée qu'à l'échelle de la Gironde hors Bordeaux Métropole (14,6% contre 12,4%). De même, le revenu médian par unité de consommation s'élève à 1 394€ quand celui de la Gironde hors Bordeaux Métropole s'élève à 1 566€. Des disparités s'observent entre les communes de la CdC. Ainsi, les communes de Soulac-Sur-Mer, Saint-Vivien-de-Médoc et Vendays-Montalivet présentent des situations de précarité plus marquées que les moyennes de la CdC quand Lacanau et Carcans, à l'inverse, accueillent un public « plus aisé », comparativement aux autres communes comparées ici.

SYNTHESE

Concernant l'emploi, les taux d'actifs au chômage sont plus élevés qu'en Gironde et en Gironde hors Métropole, et ce, quel que soient les tranches d'âge et le genre. Toutefois, nous pouvons souligner une situation particulièrement marquée pour les jeunes de 15-24 ans (35,4% au chômage sur la CdC Médoc Atlantique contre 27% en Gironde) et particulièrement pour les hommes.

En matière d'analyse infra-territoriale, nous pouvons observer des taux d'actifs au chômage élevés à Soulac-sur-Mer et Vendays-Montalivet pour le public des 15-24 ans (respectivement 44,7% et 40,1%).

La CdC Médoc Atlantique présente sensiblement la même proportion de population couverte par le RSA et la prime d'activité qu'à l'échelle girondine, la couverture étant légèrement plus large que sur la Gironde hors Bordeaux Métropole.

La part des locataires de logements HLM est plus de 3 fois inférieure au taux girondin (3,6% contre 12,6%) et reste inférieure à la proportion observée en Gironde hors métropole (6,3%). La part des propriétaires occupants est quant à elle supérieure à la part girondine (72,3% contre 54,7%).

La CdC Médoc Atlantique apparaît comme un territoire attractif mais vieillissant. Le faible renouvellement des familles explique une baisse significative du nombre d'enfants. Les indicateurs de précarité laissent à penser qu'il s'agit d'un territoire aux situations sociales contrastées.

Définition des indicateurs

Nbre de jeunes de - de 20 ans pour 100 personnes de 65 ans ou + :

C'est un indicateur de jeunesse du territoire. Plus c'est élevé, plus le nb de jeunes par rapport aux personnes âgées est élevé

Taux évolution annuel moyen dû au solde naturel :

C'est l'évolution moyenne par an due à la variation naturelle de la pop. (naissances-décès).

Taux évolution annuel moyen dû au solde migratoire

C'est l'évolution moyenne par an due à la variation migratoire de la pop. (arrivées-départs)

Personnes couvertes par la Caf déc.2019

Nombre de personnes couvertes par ces allocataires (responsable + conjoint + enfants et éventuellement autres personnes à charge)

Allocataires noyau dur déc.2018

Allocataires Caf qui perçoivent un droit au titre de décembre N.

Familles allocataires

Allocataires avec enfants à charge au sens de la législation familiale.

Familles allocataires monoparentales

Allocataires sans conjoint et avec enfant à charge au sens de la législation familiale.

% d'allocataires en couple avec enfant(s)

ratio allocataires en couple et avec enfants à charge au sens de la législation familiale / nb d'allocataires

% d'allocataires en couple sans enfant

ratio allocataires en couple et sans enfant à charge au sens de la législation familiale / nb d'allocataires

% d'allocataires en situation de monoparentalité

ratio allocataires sans conjoint et avec enfant à charge au sens de la législation familiale / nb d'allocataires

Définition des indicateurs

% d'allocataires personnes seules

ratio allocataires sans conjoint et sans enfant à charge au sens de la législation familiale / nb d'allocataires

Enfants à charge

Uniquement les enfants à charge d'allocataires.

Part de familles dépendantes de la Caf pour plus de la moitié de leurs ressources :

La dépendance aux prestations, c'est la part des ressources totales connues qui sont constituées de prestations Caf.

Revenu par Unité de consommation (RUC)

Pour tenir compte des différences de taille et de composition des ménages, les ressources sont divisées par le nombre d'unités de consommation que compte chacun d'eux. L'Unité de Consommation est une mesure de la taille des ménages, relativement à leurs besoins de consommation (1 pour l'allocataire + 0,5 pour le conjoint et par enfant de plus de 14 ans + 0,3 par enfant de moins de 14 ans + 0,2 pour une famille monoparentale). On parlera ainsi de niveau de vie de chaque ménage.

Médiane RUC des familles (la moitié des familles ont un RUC inférieur) :

Valeur qui sépare la population en deux sous-populations de taille égale.

Bénéficiaires de prestations perçues :

En pourcentage d'allocataires.

Part des résidences principales en 2016 avec un statut propriétaire (idem pour HLM / Parc Privé :

C'est le % de ménages qui sont propriétaires de leur logement

Nombre de chômeurs inscrits à Pôle Emploi, Catégorie A

La catégorie A des demandeurs d'emploi (DARES, Pôle Emploi) regroupe les demandeurs sans emploi qui n'ont exercé aucune activité, même réduite, le mois précédent, et qui sont tenus de faire des actes positifs de recherche d'emploi.

Glossaire

AAH	Allocation Adultes Handicapé
AEEH	Allocation Education de l'Enfant Handicapé
AF	Allocations Familiales
ALF	Allocation Logement Familial
ALS	Allocation Logement Social
ALSH	Accueil Loisir Sans Hébergement
APL	Aide Personnalisée au Logement
ARS	Allocation Rentrée Scolaire
ASF	Allocation Soutien Familial
CEJ	Contrat Enfance Jeunesse
CLAS	Contrat Local Accompagnement à la Scolarité
CS	Centre Social
EAJE	Etablissement Accueil du Jeune Enfant
FJT	Foyer Jeunes Travailleurs
LAEP	Lieu Accueil Enfants Parents
MAM	Maison Assistant Maternel
PAJE	Prestation Accueil du Jeune Enfant
PPA	Prime d'Activité
RAM	Relai Assistant Maternel
REAAP	Réseau d'Ecoute d'Appui et d'Accompagnement des Parents
RUC	Revenu par Unité de Consommation
RSA	Revenu de Solidarité Active

Annexe n°2

Liste des équipements soutenus par les collectivités signataires

Service	Volumes soutenus par la CAF	Gestionnaire actuel
Coordonnateur CDC	0,5 ETP	CDC MEDOC ATLANTIQUE
RAM CDC MEDOC ATLANTIQUE	1,6 ETP	CDC MEDOC ATLANTIQUE
LAEP Intercommunal		CDC MEDOC ATLANTIQUE
ALSH Extrascolaire les ptits potes	12 956 h	SAINT VIVIEN DE MEDOC
ALSH Périscolaire les ptits potes	7 843 h	SAINT VIVIEN DE MEDOC
ALSH Extrascolaire VENDAYS MONTALIVET	16 005 h	VENDAYS MONTALIVET
ALSH Périscolaire VENDAYS MONTALIVET	11 088 h	VENDAYS MONTALIVET
ALSH Périscolaire SOULAC SUR MER	5505 h	SOULAC SUR MER
ALSH Extra-scolaire Maternel SOULAC SUR MER	12 456 h	SOULAC SUR MER
ALSH Extrascolaire Primaire et maternel "la Husclade"		LACANAU
ACCUEIL ADOS "Spot jeunes"		LACANAU
ALSH Périscolaire primaire et maternel		LACANAU
MULTI ACCUEIL MUNICIPAL	24 places	LACANAU
MULTI-ACCUEIL "LES PETITS CANAULAIS"	24 places	LACANAU
Formation BAFA	PFBAF	LACANAU
Ludothèque	1 200 h	LACANAU
Coordonnatrice communale Enfance	0,5 ETP	LACANAU
Coordonnatrice communale Jeunesse	0,5 ETP	LACANAU
Espace jeunes	10 732 h	CARCANS
ALSH	18 188 h	CARCANS
APS	25 918 h	CARCANS
Séjours	280 h	CARCANS
Coordinatrice communale	1 ETP	CARCANS
MULTI ACCUEIL MUNICIPAL	20 places	HOURTIN
ALSH Extra	18 108 h	HOURTIN
APS Péri	56 007 h	HOURTIN
Espace jeunes	87 h	HOURTIN
Coordinatrice communale	1 ETP	HOURTIN
ALSH Périscolaire Maternel et primaire Queyrac		QUEYRAC
ALSH Extrascolaire "La Sarretière"	4 444 h	LE VERDON SUR MER

ANNEXE 3

PLAN D'ACTIONS

Le plan d'actions de la CTG sera établi durant la première année suivant la signature de la CTG, et ajouté par avenant, selon la méthode définie dans l'annexe 4 bis.

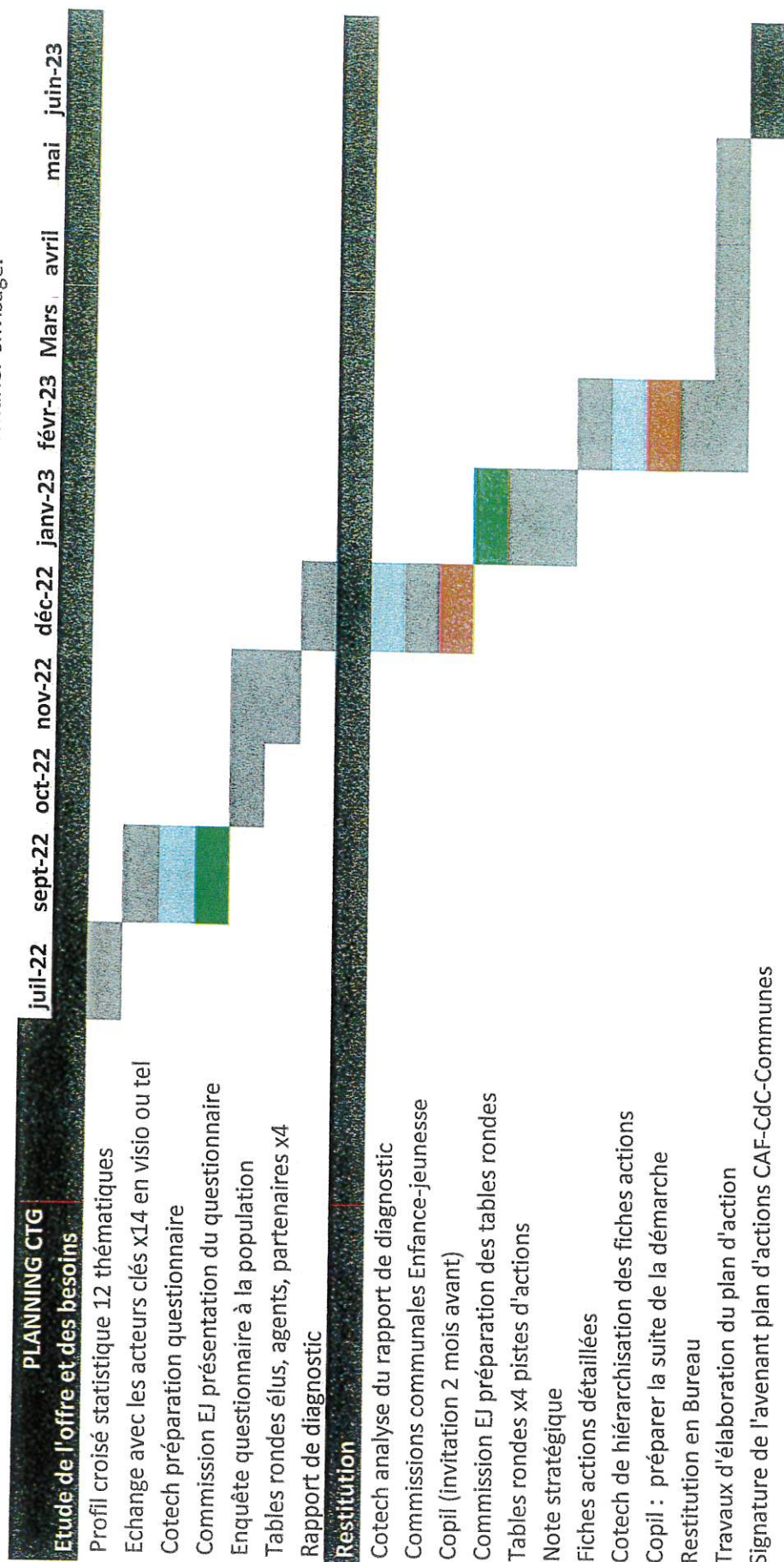
Annexe 4

COMITE DE PILOTAGE DE LA CTG DE LA COMMUNAUTE DE COMMUNES MEDOC ATLANTIQUE

COMITE DE PILOTAGE			
Cadrage de la démarche, validation politique des travaux, orientations stratégiques			
CAF	Madame	Christine MANSIET	Directrice de la CAF de Gironde
MSA	Monsieur	Daniel ABALEA	Directeur de la MSA de Gironde
Carcans	Madame	Sophie BONNEL	Coordinatrice enfance-jeunesse
Hourtin	Madame	Myriam MUNDO	Coordinatrice enfance-jeunesse
Lacanau	Madame	Dina FARIA	Coordinatrice enfance-jeunesse
COMMUNAUTE DE COMMUNES	Monsieur	Xavier PINTAT	Président CCMA/ Maire de Soulac-Sur-Mer/Président du CCAS
	Madame	Véronique CHAMBAUD	Vice-présidente Enfance-Jeunesse/ Maire de Queyrac/ Présidente du CCAS
	Monsieur	Frédéric BOUDEAU	DGS
	Monsieur	Bastien VERDIER	Coordonnateur enfance-jeunesse
COMMUNES SOUHAITANT SIGNER LA CTG			
Carcans	Monsieur	Patrick MEIFFREN ou son représentant	Maire / Président du CCAS / membre de la commission Enfance-jeunesse, Service à la population, Mobilités
Grayan-et-l'Hôpital	Madame	Florence LEGRAND ou son représentant	Maire / Présidente du CCAS / membre de la commission Enfance-jeunesse, Service à la population, Mobilités
Hourtin	Monsieur	Jean-Marc SIGNORET ou son représentant	Maire / Président du CCAS / membre de la commission Enfance-jeunesse, Service à la population, Mobilités
Jau-Dignac-et-Loirac	Monsieur	Christian BOURA ou son représentant	Maire / Président du CCAS / membre de la commission Enfance-jeunesse, Service à la population, Mobilités
Lacanau	Monsieur	Laurent PEYRONDET ou son représentant	Maire / Président du CCAS / membre de la commission Enfance-jeunesse, Service à la population, Mobilités
Le Verdon	Monsieur	Jacques BIDALUN ou son représentant	Maire / Président du CCAS / membre de la commission Enfance-jeunesse, Service à la population, Mobilités
Naujac-Sur-Mer	Monsieur	Yves BARREAU ou son représentant	Maire / Président du CCAS / membre de la commission Enfance-jeunesse, Service à la population, Mobilités
Saint-Vivien	Monsieur	Jean-Pierre DUBERNET ou son représentant	Maire / Président du CCAS / membre de la commission Enfance-jeunesse, Service à la population, Mobilités
Soulac-Sur-Mer	Monsieur	Xavier PINTAT ou son représentant	Maire / Président du CCAS / membre de la commission Enfance-jeunesse, Service à la population, Mobilités
Queyrac	Madame	Véronique CHAMBAUD ou son représentant	Maire / Présidente du CCAS / membre de la commission Enfance-jeunesse, Service à la population, Mobilités
Talais	Monsieur	Franck LAPORTE ou son représentant	Maire / Président du CCAS / membre de la commission Enfance-jeunesse, Service à la population, Mobilités
Valeyrac	Monsieur	Jean-Louis BRETON ou son représentant	Maire / Président du CCAS / membre de la commission Enfance-jeunesse, Service à la population, Mobilités
Vendays-Montalivet	Monsieur	Pierre BOURNEL ou son représentant	Maire / Président du CCAS / membre de la commission Enfance-jeunesse, Service à la population, Mobilités
Vensac	Monsieur	Jean-Luc PIQUEMAL ou son représentant	Maire / Président du CCAS / membre de la commission Enfance-jeunesse, Service à la population, Mobilités

ANNEXE 4 BIS : ACCORD DE LA METHODE DE TRAVAIL POUR DEFINIR UN PLAN D' ACTIONS AMBITIEUX ET ADAPTE AUX PROBLEMATIQUES DU TERRITOIRE

Afin d'aboutir à un plan d'actions complet, la fin de l'année 2022 sera consacrée aux travaux de diagnostic du territoire (questionnaire à la population, analyse des données statistiques...). En 2023 des tables rondes seront organisées avec les acteurs du territoire et travaillées avec les élus afin de rechercher les pistes d'actions à mettre en oeuvre. Un cabinet a été mandaté pour accompagner cette démarche. Ci-dessous le calendrier envisagé.



Envoyé en préfecture le 03/08/2022

Reçu en préfecture le 03/08/2022

Affiché le

Berger
Levrault

ID : 033-200070720-20220728-D2807202296-DE

Annexe n°5

Evaluation

Les indicateurs travaillés dans le cadre de la démarche d'évaluation seront intégrés par avenant au deuxième semestre 2023, avec le plan d'action.